LE PLAN B

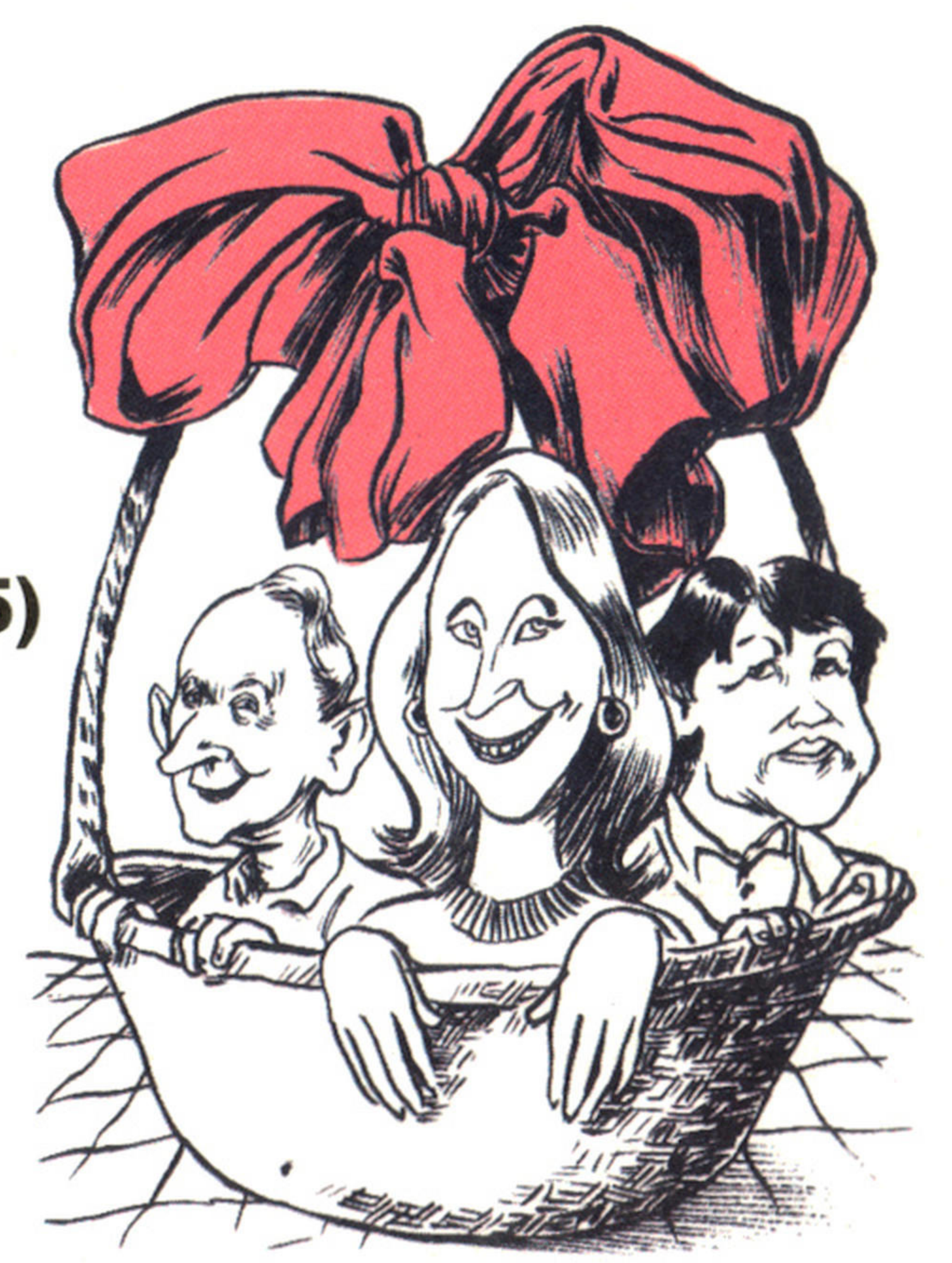
www.leplanb.org

Juin-sept. 2008 - N° 14 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros

Abandonnez votre chien…

Adoptez un socialiste

Supplément 16 pages : nos lecteurs nous insultent, *Le Plan B* réplique…





Et une affiche !

Chiffres et délices comptables

Bilan de l'exercice 2007 du *Plan B*

Le Plan B présente ses comptes pour l'année 2007.
Pour sa deuxième année d'existence, La Sardonie libre, société éditrice du *Plan B*, affiche un résultat financier équilibré, au moment où *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* coulent à pic.
La grande campagne de réabonnement de l'automne 2007, « Mille moustaches pour la Sardonie », a remporté un franc succès. Les premiers souscripteurs à notre journal, qui représentaient un tiers des abonnés, ont massivement renouvelé leurs abonnements. À ce jour, *Le Plan B* compte plus de 4600 abonnés.
Les ventes en kiosque et dans les maisons de la presse augmentent, doucement mais régulièrement. Au mois de décembre 2007, elles ont fracassé la barre des 10000 exemplaires. C'est l'objectif que nous nous fixons pour les prochains numéros. Pour l'atteindre, il faudra veiller à ce que *Le Plan B* soit bien placé chez les marchands de journaux. À vous de jouer !
De véritables bastions avancés sardons (BAS) se sont formés aux quatre coins de la France (qui en comporte six) : ils organisent manifestations et réunions publiques et diffusent *Le Plan B* à chaque occasion.
Le réseau des meilleures librairies du monde, qui diffusent notre publication sardonique, ne cesse de croître. Vous pouvez en consulter la liste et contacter les correspondants de diffusion sur notre site Internet, www.leplanb.org.
Ainsi, la moyenne de notre diffusion totale payée pour l'année 2007 s'est installée aux alentours de 18000 exemplaires par numéro. C'est un très bon résultat, compte tenu de nos moyens et du silence épouvanté que nous oppose la presse qui ment. Mais c'est encore insuffisant.
Lorsqu'ils atterrissent dans notre escarcelle, vos euros n'engraissent pas des actionnaires. Grâce à eux, La Sardonie libre a produit le documentaire de Damien Doignot, *José Bové, le cirque médiatique*. Les abonnés l'ont reçu gratuitement. Nous avons aussi gonflé substantiellement le budget « enquêtes sociales », amélioré notre site Internet et augmenté les salaires.
Car *Le Plan B* a fait sienne la devise « travailler moins pour gagner plus ». Cette année, nous prenons deux mois de vacances. Le prochain numéro paraîtra le 3 octobre. En attendant, celui-ci est enrichi d'un supplément « Courrier des lecteurs ».
Deux mois, c'est le temps nécessaire pour affûter nos lames (de rasoir), réarmer nos catapultes et préparer l'assaut contre les hallebardiers (moustachus) du Parti de la presse et de l'argent.

Exercice 2007	DÉBIT	CRÉDIT
Recettes		
Grand capital		2855
Abonnements		62446
Diffusion kiosques et maisons de la presse		48872
Diffusion militante		13930
Produits dérivés		2827
Aides		766
Total recettes		128841
Dépenses		
Impression	37042	
Routage et gestion des abonnements	9985	
Frais postaux et télécom	10674	
Stockage	1760	
Fournitures et matériel	5870	
Matériel de propagande	1906	
Salaires et piges	40368	
Frais de mission	2913	
Cotisations sociales	12027	
Comptabilité et frais bancaires	3393	
Taxes et impôts	780	
Total dépenses	126718	

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe ▪ CPPAP 0611K88117 ▪ ISSN 1950-1625 ▪ Édité par La Sardonie libre, SARL de presse ; RCS Paris 488 135 443 ▪ Taulier : Marc Pantanella.

Diffusion militante
Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.
Adresse : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Tél. : 08 71 51 66 08. Fax : 01 43 48 63 41. Courriel : admin@leplanb.org

L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Julien Brygo, François Ruffin • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Éric Dourel, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent, Philippe Monti • Direction du savon à barbe : Denis Perais, Mathias Reymond • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Damien Doignot, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction des portes & fenêtres : Bench, Mabic • Direction de la propagande : Yvon Bureau, Marie-Anne Boutoleau, Maxime Sauvêtre • Direction Palavas-les-Flots : Van de Hoef, L.L. de Mars

Brest, le 4.2.08 : Edwy Plenel découvre *Le Plan B*



Radios, journaux, dodo

Les revues de presse radiophoniques du matin fonctionnent comme une station d'épuration de la pensée : sur les milliers de journaux existants, moins de deux douzaines sont signalés chaque matin à l'attention des auditeurs. Une enquête minutieuse du *Plan B* détaille les critères de cette censure.

Héroïsme ? Coup de folie ? Lorsque l'Institut statistique sardon (ISS) annonce son intention d'ingurgiter en une seule prise deux mois de revues de presse de France Inter et d'Europe 1, l'incrédulité le dispute à l'épouvante : le sédatif administré chaque matin par Clotilde Dumetz sur la radio publique et par Michel Grossiord sur la station Lagardère a de quoi terrasser un éléphant. Armée de café noir et d'écarteurs de paupières, l'équipe du *Plan B* a survécu à l'épreuve. C'est la première surprise.

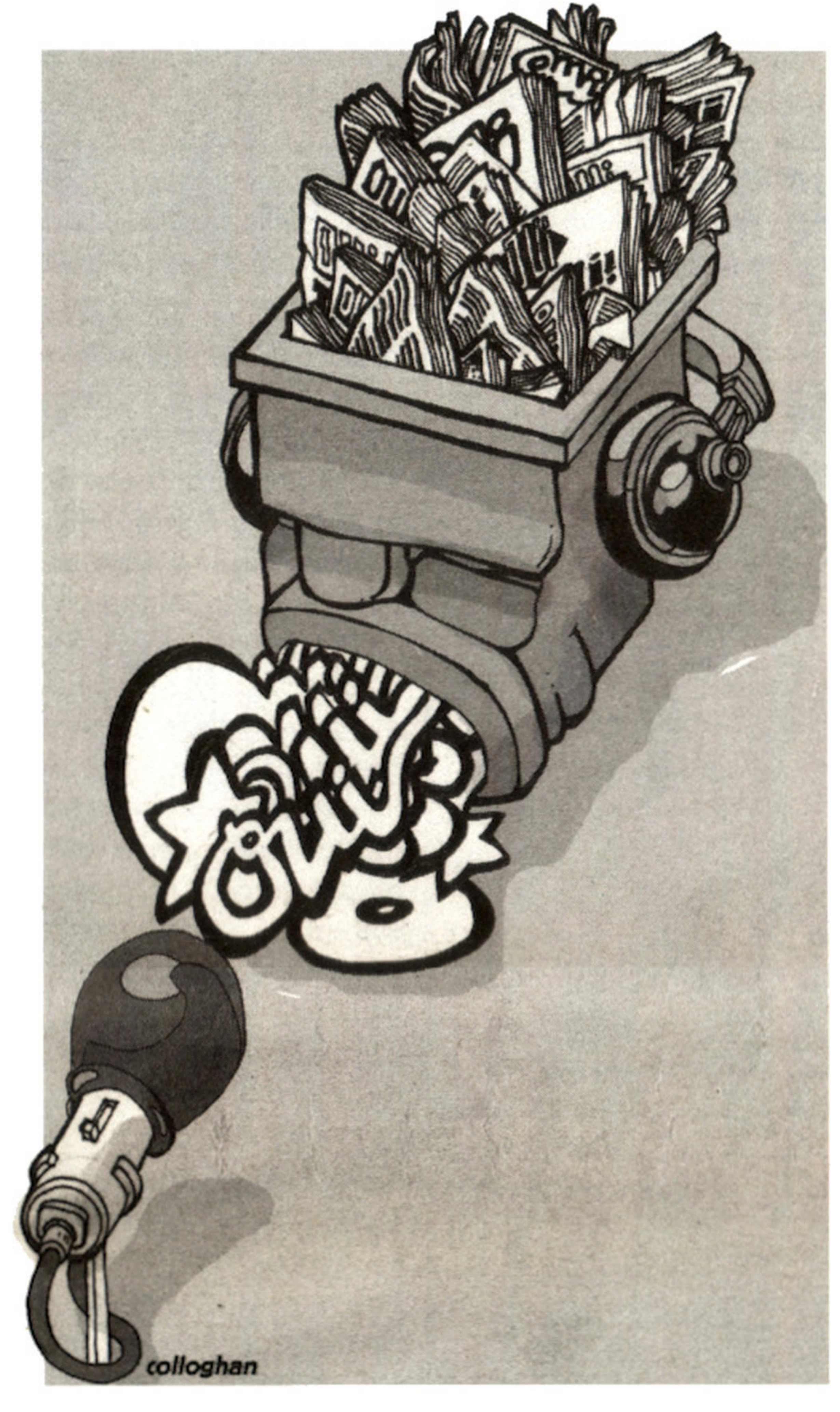
La seconde était plus attendue : sur la période examinée, du 3 mars au 1er mai 2008, c'est *Le Figaro*, quotidien le plus passionnément attaché à l'argent et aux marchés, qui arrive largement en tête des quotidiens nationaux, avec 164 références sur France Inter et 102 sur Europe 1. Viennent ensuite *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, avec respectivement 118 et 80 citations, puis *Libération* (114 et 81). Derrière ce triumvirat, qui engrange plus de 650 références, *Le Monde* se traîne avec 70 et 27 citations. Il est vrai que, en paraissant la veille au soir, le dépliant de Louis Schweitzer est déjà périmé à l'heure du réveil. *La Croix* (69 et 19 mentions), *L'Humanité* (64 et 20) et *France soir* (21 et 8) saupoudrent ce tas de feuilles mortes.

Prière du matin

Toujours friandes d'actualité heureuse, les revues de presse accordent une place démesurée à la presse du CAC 40. *Les Échos* ont droit à 57 citations sur la radio publique et à 26 chez Lagardère, suivis par *La Tribune* (54 et 16). La critique du libéralisme n'est pas pour autant négligée, comme ce 1er mai, lorsque Michel Grossiord alerte les travailleurs en congé sur une *« menace qui progresse »*, celle des *« nouveaux combattants de l'ultra-gauche »*. Car les revues de presse radiophoniques cultivent un pluralisme sourcilleux. En cumulant les occurrences des quotidiens nationaux qui célèbrent l'économie de marché et qui ont défendu le « oui » au référendum de mai 2005 (tous, sauf *L'Humanité*), on atteint un score de 92,4 %, comparable au taux d'informations d'État diffusées en Chine ou au Gabon[1].

Les hebdomadaires accentuent cette diversité. Derrière *Le Point*, très apprécié pour son carla-brunisme voluptueux (26 références cumulées), défilent *Le Nouvel Observateur* (22), Le *Canard enchaîné* (22), *L'Express* (19) et *Paris Match* (17). Si *Charlie Hebdo* n'a séduit Michel Grossiord qu'à trois occasions, il a en revanche les faveurs de Clotilde Dumetz, qui a régurgité à dix reprises – soit chaque mercredi – le salmigondis de Philippe Val ou la camomille de Bernard Maris, chroniqueurs de France Inter comme elle. *Politis* est ignoré sur Europe 1 et n'est cité qu'une seule fois sur France Inter. *Le Monde diplomatique* et *Le Plan B* sortent indemnes de cette recension : même quand la presse quotidienne fait relâche, les sœurs jumelles du PPA préfèrent évoquer la revue *Hôtels et Lodges* et son « enquête » étourdissante sur les soldes à New York (Europe 1, 1.5.08).

À quoi sert une revue de presse ? À brosser le poil des ruminants qui pâturent à vie sur les plateaux de télévision et dans les studios de radio : Étienne Mougeotte et Jean d'Ormesson *(Le Figaro)*, Claude Imbert et Franz-Olivier Giesbert (*Le Point)*, Jacques Julliard (*Le Nouvel Observateur)*, Nicolas Domenach *(Marianne)*, Alain Minc, Alain Duhamel… Le mot « éditorial » (ou ses dérivés : éditorialiste, édito…) revient 146 fois dans la bouche de Clotilde Dumetz, sept fois plus que le mot « reportage » (12 fois) ou « enquête » (12 fois) – les seules « enquêtes » admises au tri sélectif appartenant pour la plupart aux instituts de sondage. Au jeu des platitudes les plus barbichues, donc les plus radiogéniques, Laurent Joffrin fait souvent mouche. *« Oui, la Tunisie, "moins grande que la Chine mais plus proche"… C'est le commentaire de Laurent Joffrin dans* Libération *ce matin »*, ânonne Dumetz le 29 avril. Le patron de *Libération* étant aussi chroniqueur de France Inter, sa collègue prend soin de le citer 8 fois entre le 17 mars et le 29 avril. Mais le barbichu a aussi ses groupies sur Europe 1. Début mai, Françoise Gaujour, qui remplace Michel Grossiord quand ce dernier se prélasse dans sa piscine, a réalisé l'exploit de placer 4 fois Joffrin au cours de ses quatre revues de presse successives.



Stress du mérou

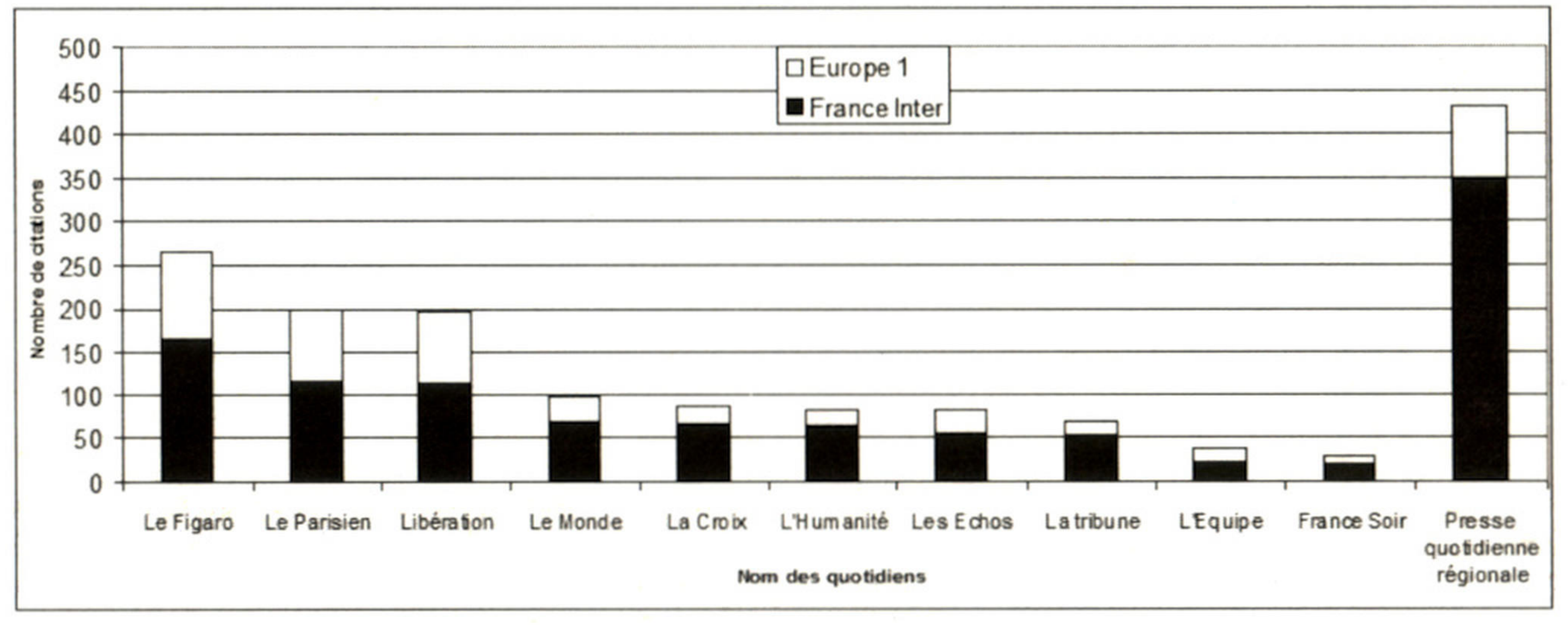
Le compostage médiatique du matin permet aussi d'ériger au rang de star les graphomanes incontinents de la presse régionale, comme Patrick Fluckiger, Jean-Michel Bretonnier, Jean-Claude Kiefer ou Hervé Chabaud. *« La presse quotidienne régionale est inégale, mais les éditos qu'on y lit ont une liberté de ton que l'on ne retrouve pas, ou peu, dans les quotidiens nationaux »*, explique Clotilde Dumetz[2]. À preuve, cette analyse décoiffante de Francis Brochet dans *Le Progrès* : *« Qu'elle nous paraît loin, la guerre ! Nous venons d'enterrer le dernier poilu de la Der des Der. Et la génération de l'Algérie est aujourd'hui à la retraite. Pour nous, la guerre est finie »* (cité par Dumetz le 1.4.08). Aucune citation en revanche des derniers rares quotidiens régionaux non orthodoxes, comme *La Marseillaise* ou *L'Hérault du jour*. La « liberté de ton » a aussi ses limites.

Faut-il être analphabète pour tenir une revue de presse ? Clotilde Dumetz préfère contempler la première page d'un journal (le mot « une » revient 123 fois) plutôt que de s'infliger la lecture de son contenu (6 occurrences seulement du mot « article »). De son côté, Michel Grossiord adore les images (le mot « photo » revient 18 fois) et les lettres imprimées en gros (le mot « titre » est utilisé 28 fois sous ses différentes déclinaisons). Et, lorsqu'il consent enfin à éplucher les coupures que lui préparent ses assistants, c'est pour recommander un *« article passionnant d'Édouard Launet dans* Libération *sur le stress des poissons »* (28.3.08).

1 Les deux chroniqueurs ne font que copier leurs camarades de la presse écrite. Ainsi, sur la période du 1er janvier au 1er avril 2008, *Le Monde* a fait référence au *Figaro* (soit comme source, soit comme sujet) dans 130 articles, aux *Échos* dans 58 articles et à *L'Humanité* dans seulement 12 articles. Dans la même période, *Le Figaro* a évoqué *Les Échos* dans 52 articles (contre 8 pour *L'Humanité*), cependant que *Les Échos* renvoyaient l'ascenseur en citant 96 fois *Le Figaro* (et 2 fois *L'Humanité*).

2 *Télérama*, 4.6.08.

Nombre de citations des quotidiens dans les revues de presse d'Europe 1 et de France Inter sur la période du 3 mars au 1er mai 2008



De Mao à Mickey

Le 8 avril, les pages 1, 2, 3 et 40 de *Libération* étaient vendues aux annonceurs publicitaires. Explication du directeur de la rédaction, Didier Pourquery : « *Libération a toujours été différent.* [...] *Les newsmagazines ont chaque semaine des publicités en pages 2 et 3. Ce qui a donné l'idée à l'annonceur de reproduire ce schéma dans notre journal – pour une opération d'un jour.* » Trois jours plus tard, le 11 avril, *Libération* réaffirmait sa « différence » en publiant un numéro entièrement financé par la publicité et distribué gratuitement dans les stations de métro. « *Ce Libé gratuit,* précise Laurent Joffrin, *n'aurait pu voir le jour sans l'aide de François Banon, vice-président de Disneyland Resort Paris, et de Marie-Laure Sauty de Chalon, qui anime l'agence Aegis. Vous pouvez ainsi, si vous ne l'avez déjà fait, lire la nouvelle formule de* Libération. *Elle est fondée sur l'idée de valeur ajoutée journalistique, sur des engagements humanistes et chaleureux, sur une plus grande clarté et une plus grande séduction, pour vous raconter chaque matin, en défendant nos valeurs, le monde qui change…* »
Le même jour, Joffrin passait une réclame dans le quotidien gratuit *Métro* célébrant la transformation de « *Libé* » en vitrine de Mickey. Coût de cette « *plus-value journalistique* » : 500 000 euros. Dans la foulée, le bulletin de Rothschild offrait à ses malheureux abonnés un billet pour Disneyland-Paris. Mais cet « *engagement humaniste et chaleureux* » ne semble pas avoir empêché les lecteurs de détaler comme des lapins. Dans une interview accordée le 11 juin aux *Échos,* Laurent Joffrin admet que les ventes de *Libération* ont « *enregistré un recul à deux chiffres* » sur les douze derniers mois. Sa stratégie pour stopper l'hémorragie ? « Libération *doit aller plus loin dans l'incarnation de sa marque.* [...] *De plus en plus, la vocation du journal est d'animer une communauté de lecteurs. Cette opération* [le forum « Vive la culture »], *qui est financée avec nos partenaires (le Théâtre des Amandiers, la ville de Nanterre, le conseil régional, etc.) conforte l'image de la marque* Libération *dans le champ de la culture. Elle lui apporte une valeur ajoutée. S'ils veulent survivre, les journaux doivent penser en termes de marque.* [...] *Le vaisseau amiral dans le futur, ce ne sera plus le papier mais la marque.* » Vaisseau coulé !



Les bons plans de l'ANPE

105 minutes aux Antilles



Un CDD d'une heure trois quarts pour distribuer des prospectus à Fort-de-France : c'est le plan de carrière déniché par *Le Plan B* à l'ANPE de Toulouse. Le plein-emploi est à portée de main.

```
OFFRE NO 186862W                                ROME 43315 [redacted] ALE 31481
ETABLISSEMENT DE 6 A 9 SALARIES              SECTEUR:FORMATION ADULTES /.CONTINUE
RECHERCHE POUR UN CONTRAT A DUREE DETERMINEE       DE 01 JOURS
HORAIRES:    1H45 HEBDOMADAIRES 0
LIEU DE TRAVAIL :                              97 FORT-DE-FRANCE
         DISTRIBUTEUR/DISTRIBUTRICE DE PROSPECTUS                               H/F
1 ORGANISME PRIVE DE PREPARATION AUX     2 CONCOURS RECHERCHE DES DISTRIBUTEURS
3 DE PROSPECTUS PUBLICITAIRES A LA       4 SORTIE DE CONCOURS. REMPLIR LE
5 FORMULAIRE QUE VOUS TROUVEREZ SUR LE   6  SITE
DEBUTANT ACCEPTE
SALAIRE                                      7,50 NET PAR HEURE
INDICATIF
```

Paresse ou frilosité ? Aucun chômeur n'a postulé pour cette offre d'emploi.

Début mai, les journaux se faisaient l'écho d'une offre d'emploi diffusée par l'ANPE en proposant un poste à Pondichéry, en Inde, rémunéré entre 160 et 320 euros par mois. C'était tentant, mais *Le Plan B* a trouvé encore mieux : un contrat à durée déterminée d'une heure et quarante-cinq minutes à Fort-de-France, en Martinique, délivré par l'ANPE de… Toulouse. Objet de la mission ? Distribuer des prospectus pour un salaire net total de 13 euros (voir document). Mise en ligne pendant un mois, cette annonce n'a, curieusement, jamais trouvé preneur. Elle offrait pourtant l'occasion aux demandeurs d'emploi d'acquérir une « *expérience d'expatriation* », comme l'a expliqué Charpy, le patron de l'ANPE, au sujet du recrutement à Pondichéry. Après tout, il suffisait de sauter dans un avion, d'accomplir une tâche requérant somme toute peu d'efforts puis, fortune faite, de rentrer fièrement au pays en prévision de la prochaine convocation à l'ANPE. Mais les chômeurs n'ont pas l'esprit conquérant. D'où la nécessité de les punir s'ils refusent deux offres consécutives, ainsi que le prévoit la nouvelle « réforme » de l'assurance-chômage.
Contacté par *Le Plan B*, un cadre de l'agence toulousaine explique : « *Nous proposons actuellement à peu près 20 % d'annonces aussi bidon que celle de Fort-de-France. L'objectif est de regonfler les chiffres du marché de l'offre d'emploi en Haute-Garonne. Car, tout comme pour les expulsions de sans-papiers, nous devons nous aussi faire du chiffre.* »
Du coup, les opportunités de faire carrière se multiplient. Le 3 juin, *L'Humanité* citait le cas d'un ancien employé dans les assurances auquel l'ANPE de Villeneuve-lès-Maguelone, près de Montpellier, proposait un emploi d'une heure par semaine à Sartène, en Corse, pour un magot mensuel de 36 euros. « *On nous demande de plus en plus de valider des offres d'emploi qui défient le droit du travail ou même le simple bon sens,* confirme au *Plan B* Sylvie Combes, une conseillère CGT de l'ANPE d'Arles. *Tout récemment, j'ai refusé une annonce pour un CDD saisonnier parfaitement illégal qui ne prévoyait aucune prime de précarité. Mais mon chef d'équipe a validé l'offre. Tout est bon pour canaliser les chômeurs vers les secteurs en tension définis par la direction : les boulots les plus durs et les plus mal payés.* » Essorée, Sylvie Combes compte démissionner de l'ANPE cet été après quinze ans de service. Ça tombe bien : il reste sûrement quelques prospectus à distribuer aux Antilles.

Le couple diabolique n'a laissé aucune chance à l'information sociale

	Fermeture de l'usine Essex (métallurgie) à Chauny (Aisne) entraînant le licenciement de 130 salariés, mai 2008.	Grève de 24 heures en Grande-Bretagne (pour la 1re fois depuis plus de dix ans) de 400 000 salariés du secteur public pour réclamer une augmentation des salaires, 24.4.08.	Une semaine de grève des salariés de Bost Garnache Industrie (outilleurs) à Arbois (Jura) pour protester contre l'augmentation des cadences, les bas salaires et les disparités salariales, du 13 au 17.5.08.	Mort d'un ouvrier de 52 ans enseveli après l'éboulement d'une tranchée à Brétigny-sur-Orge (Essonne), 7.5.08.	Mise en examen de l'ex-PGG de l'entreprise Lenoir-et-Mernier à Bogny-sur-Meuse (Ardennes), en liquidation judiciaire, pour abus de biens sociaux et banqueroute (130 licenciements), 16.5.08.	**Total 5 informations économiques**	Procès Michel Fourniret, mars-juin 2008.
Libération	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	29 articles, 4 brèves, 17 651 mots
Le Monde	Rien	Rien	Rien	Rien	1 brève, 49 mots	1 brève, 49 mots	31 articles, 1 brève, 16 278 mots
Le Figaro	Rien	1 article, 459 mots	Rien	Rien	Rien	1 article, 459 mots	51 articles, 19 brèves, 27 184 mots
Aujourd'hui	Rien	Rien	Rien	Rien	1 brève, 75 mots	1 brève, 75 mots	53 articles, 19 brèves, 32 307 mots
Sud Ouest	Rien	1 article, 326 mots	Rien	Rien	Rien	1 article, 326 mots	39 articles, 7 brèves, 17 981 mots
Total	**Rien**	**2 articles, 785 mots**	**Rien**	**Rien**	**2 brèves, 124 mots**	**2 articles, 2 brèves, 909 mots**	**203 articles, 50 brèves, 111 401 mots**

Enquête chez les anciens électeurs d'un lampion socialiste

Le « terrain » de Vincent Peillon

Les médias l'adorent mais ses électeurs le rejettent. Intrigué par ce paradoxe de la démocratie, *Le Plan B* a démarché l'ancienne circonscription du télévangéliste PS Vincent Peillon, dans les terres ouvrières de la Somme.

Quand Stéphane Paoli reçoit Vincent Peillon sur France Inter, comme ce 21 avril, les tasses de thé ont rendez-vous avec la pince à sucre. « *Je ne vous présente pas Raphaëlle Bacqué, du* Monde, *ni Thomas Hugues, de i-télé* », susurre l'animateur. « *Bonsoir Raphaëlle, bonsoir Thomas* », pépie le socialiste. Le portrait que brosse Paoli de son convive n'est pas d'une cruauté extrême : « *Battu de 143 voix aux dernières législatives, il n'a pas retrouvé son siège de député de la Somme perdu en 2002. Comme si le souvenir de ce jour d'avril 2000 où il avait fallu l'intervention d'un hélicoptère de la gendarmerie pour le sauver de la colère des chasseurs pesait encore sur la décision de certains électeurs.* »
Vincent Peillon, victime de la sauvagerie des chasseurs ? La question mérite examen car, hormis sa qualité d'élu au Parlement européen de Strasbourg, rien ne semble justifier son omniprésence sur les ondes. À moins, bien sûr, que sa non-élection en 2007 ne soit le fruit d'un déni démocratique qu'il conviendrait de réparer par l'attribution d'un mandat médiatique permanent.

« Carrément absent »

Pour en avoir le cœur net, *Le Plan B* a sondé son ancienne circonscription ouvrière, le « **Vimeu rouge** », dans la Somme. Au premier étage de la Bourse du travail de Friville-Escarbotin, Gilles Humel, le secrétaire de l'Union locale CGT, montre une feuille portant une liste de noms surlignés au Stabilo : en orange les pré-retraités, en bleu les déplacés. Il s'agit du personnel de la serrurerie Laperche, récemment fermée sur ordre du groupe Assa Abloy, numéro 1 mondial du secteur. On les compte par paquets, ici, les boîtes de métallurgie rachetées par des fonds d'investissement et délocalisées sans faire d'histoires. « *Vincent Peillon était carrément absent sur cette bataille,* indique Gilles Humel. *Des déclarations générales, si, il en a fait : "Le Vimeu sinistré… le Vimeu doit innover…" Mais concrètement, rien. Il s'est contenté d'en appeler aux fonds européens pour gérer la fermeture.*
– Mais est-ce qu'il a livré une analyse des bouleversements qui se produisent dans le Vimeu ?
– Non, je n'ai pas trace de ça. J'essaie de me souvenir. Mais non.
– Il n'a jamais proposé de solution ? Des barrières douanières, par exemple ?
– Non. Le seul qui tient ce discours-là, c'est Maxime Gremetz. Mais, au PS, on n'a pas de retour sur nos propositions. Jamais ils n'ont initié une réunion de travail, même avec le conseiller général d'à côté.
– Est-ce que Peillon est déjà venu s'expliquer ici, avec vous ou d'autres ?
– Pas une seule fois. Il ne connait pas la couleur de nos locaux. »
Vincent Peillon, qui tutoie « *Thomas Hugues de i-télé* », n'a jamais mis les pieds à la Bourse du travail de sa circonscription. Ses camarades socialistes trouvent-ils cela normal ? « *Non, c'est une aberration,* s'exclame Christian Decayeux, un ancien secrétaire du PS dans la Somme. *Si vous ne rencontrez pas les acteurs qui peuvent avoir une influence, c'est perdu. Vincent s'est complètement désintéressé de la vie locale.* » Les adhérents de sa section confirment : « *Il venait assez peu aux réunions, ou alors pour faire des discours de tactique sur les autres dirigeants socialistes, façon commère de Solférino.*
– La situation de la métallurgie, il en parlait ?
– Il s'en foutait. Un jour, des ouvriers l'ont évoquée et il leur a dit : "Faites-moi une note là-dessus", comme s'il se trouvait dans un cabinet ministériel. C'était pareil sur tout. »
La morgue de Peillon envers sa « base » lui a d'ailleurs joué un tour à la veille des dernières législatives, lorsque le tribunal d'Amiens, constatant qu'il ne résidait pas dans sa circonscription, a rayé le candidat PS des listes électorales. « *Quand on ne peut même pas voter là où on se présente et qu'on glisse son bulletin à Paris, ça dit tout,* commente Decayeux. *Avant le scrutin, il a sorti un tract : "Si je ne suis pas élu, je ne viendrai plus !" Comme si c'était le messie et que les gens allaient le retenir…* »





Il y a donc un suffrage au moins dont la perte n'est pas imputable aux chasseurs : le sien. Pour le zébulon du « Nouveau Parti socialiste », c'est pourtant le peuple qui est défectueux. « *Je trouve dommage que le Vimeu n'ait pas été capable de se ressaisir suffisamment* », pestait Peillon au soir du second tour, cependant que « le Vimeu » rigolait : « *On s'est bien moqués de lui,* se souvient un syndicaliste dans une manif. *Je lui ai dit : "Même une vache avec un chapeau aurait été élue."* » À condition qu'elle se montre…

Socialisme tendance stock-option

Sur son site Internet, pas la moindre trace d'une activité politique dans la Somme ou d'une proposition au Parlement européen. Y sont en revanche dûment répertoriées toutes ses prestations dans les médias : « *"Une victoire utile pour préparer l'avenir" : retrouvez l'interview de Vincent Peillon par Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1* » ; « *"Nous avons des valeurs à défendre" : sur France 2 dans "Mots croisés", consacrée à la polémique autour des JO de Pékin* » ; « *"La gauche française doit sortir de ses crispations et se remettre en mouvement" : interrogé cette semaine par* Le Nouvel Observateur. » Et cetera.
Qu'un parachuté socialiste soit à la fois arrogant et nul, ce n'est pas une surprise. Qu'il se fasse battre à deux reprises sur des terres prolétaires par un notable local de l'UMP, avocat d'affaires légumineux mais qui habite sur place, cela se conçoit. Mais de quelle légitimité peut se targuer Peillon pour s'exprimer au nom de « *la gauche française* » ? Car ses déboires électoraux n'ont nullement ralenti le flux de ses épanchements médiatiques. Au contraire : moins il a d'électeurs, plus il a d'intervieweurs.
Il est vrai que Peillon a touillé toutes les couleurs du lavis socialiste, d'Emmanuelli à Strauss-Kahn, de Jospin à Royal. Bien que n'exerçant aucune fonction de porte-parole au PS, il campe le parfait portrait-robot du socialiste rénové. Opposé au Traité constitutionnel européen de 2005, il soutient en 2007 la déclinaison sarkozyste de ce même traité. En 2002, il tonne contre « *le très grand danger de la dérive sociale-libérale* » et courtise la mouvance altermondialiste. Cinq ans plus tard, en pleine affaire Airbus, il rectifie : « *Moi, je ne suis pas du tout pour la suppression des stock-options, je pense qu'elles ont un rôle.* » Son ennemi d'aujourd'hui ? « *Les gauchistes et tribunitiens* », qui « *à force de trouver la gauche pas assez à gauche ont installé durablement la droite au pouvoir* ».
Finis, les tracas d'un « terrain » grouillant de chômeurs, de précaires et de salariés délocalisables. Plus besoin de s'encombrer des ouvriers de Laperche, ni de les convaincre que leurs malheurs sont dus aux « gauchistes » : la démocratie médiatique supplée avantageusement au bourbier électoral.
Le 19 mai, Peillon paradait à nouveau dans « Mots croisés » sur France 2, où il représentait « l'opposition » face à la ministre Valérie Pécresse. La suppression de 10 000 postes dans l'Éducation nationale ? Le tricard du Vimeu est « pour ». L'attaque contre le droit de grève des profs ? Ce « *n'est pas dérangeant* », concède-t-il. Yves Calvi jubile : « *Si successivement vous nous dites que vous êtes d'accord sur le service minimum et sur les réductions d'effectifs, alors là, je dois dire, la gauche est en train de beaucoup évoluer dans ce pays !*
– Écoutez, ça me semble une évidence », fanfaronne « l'opposant ». Évidence pour évidence, le Parti de la presse et de l'argent (PPA) a trouvé en Peillon la « gauche » qui lui ressemble.

« Petites polémiques »

L'éthique du *Plan B* lui imposait de rencontrer Vincent Peillon avant de célébrer ses œuvres. Nous tentons notre chance à une « conférence de presse » programmée dans un bar à Amiens, où la star débarque avec près d'une heure de retard.
Le baron PS du coin salue son arrivée d'un : « *Veuillez excuser notre camarade, il participait ce matin à une émission sur i-télévision…* » Peillon tapote d'abord un texto puis se lance : « *On ne cesse d'être confrontés, nous, les élus de terrain…* » Son laïus terminé, une fraction du « terrain » – le micro de France Bleu et la caméra de France 3 – se précipite sur le héros. *Le Plan B* s'approche, mais le non-député est pressé, il a un train à prendre, qu'on l'appelle demain. Au bout de trois jours, la réponse tombe : « *Non, un ami m'a dit que vous alliez écrire du mal de moi. Vous faites le jeu de la droite avec vos attaques contre la gauche…*
– Mais c'est pas contre "la gauche", c'est contre vous personnellement.
– Ça ne m'intéresse pas vos petites polémiques. »
Le fait est que, durant la campagne municipale à Amiens, Peillon s'est abstenu de toute polémique : pas un seul meeting, pas la moindre distribution de tracts. Le soir du premier tour, alors que les sardons locaux (courant fakirien) venaient de crucifier le maire sortant en diffusant dans la ville 72 000 exemplaires du « *Livre noir du robiénisme* », qui voient-ils trôner dans le poste aux côtés d'Arlette Chabot ? Vincent Peillon. Lequel déclare en bombant le jabot : « *Vous avez vu ce qui est arrivé à Gilles de Robien à Amiens, parce qu'Amiens c'est ma ville…* »

L'invasion des Fatals Flatteurs

Depuis deux mois, les invités du site nouvelobs.com sont pris d'assaut par un gang d'internautes associés au *Plan B*. Leur arme : la flagornerie extrême. Un exemple avec Gilles Schneider, patron de l'information à Radio France…

Régulièrement, le site du *Nouvel Observateur* convie des journalistes et des intellectuels à « débattre » avec des internautes. C'est terriblement ennuyeux. Mais, depuis le printemps, les membres d'une brigade sardone baptisée « les Fatals Flatteurs » insufflent un peu de vie dans cet hospice électronique. Leur tactique ? Poser les questions les plus bêtes et les plus serviles possible. Le résultat est prodigieux : nul ne s'est aperçu de rien. Dans le milieu médiatico-intellectuel, rares sont ceux qui résistent à la flagornerie. Dites à un auteur que vous adorez ses livres, à un journaliste que ses articles vous ont ouvert les yeux, vous mènerez l'un et l'autre par le bout du nez. Faites-en des kilos : les ânes convaincus de leur génie n'imaginent pas que l'on puisse rire à leurs dépens.

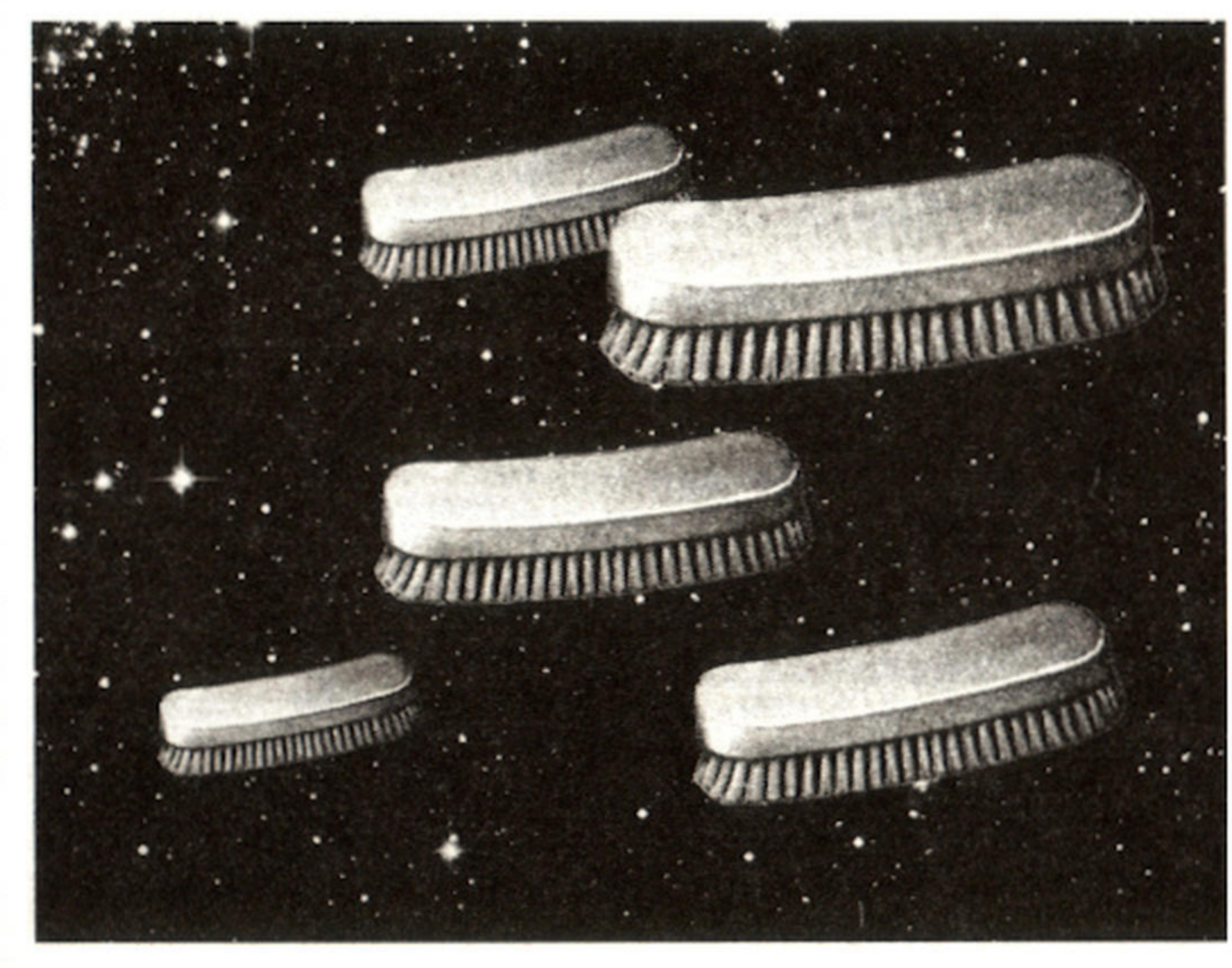
Les victimes du fatal flattage se comptent par dizaines, plus méritantes les unes que les autres[1]. *Le Plan B* confesse toutefois une tendresse particulière pour Gilles Schneider, le secrétaire général à l'information de Radio France. Ancien employé du milliardaire bicéphale Hersant-Berlusconi (La Cinq) et du marchand d'armes Lagardère (Europe 1), ce canasson du Parti de la presse et de l'argent (PPA) a piqué un galop pour aller s'embourber dans les champs de cirage de ses faux admirateurs. C'était le 6 mai dernier, à propos de l'héritage de Mai 1968…

Internaute : Bonjour, Monsieur Schneider. Vous avez eu la chance de présenter le JT de la Cinq avec Béatrice Schönberg (qui est depuis devenue l'épouse de notre bien-aimé ministre Borloo). Quel effet cela vous a-t-il fait de travailler avec une grande professionnelle ? Et est-ce grâce à Mai 1968 que les compétences des femmes ont été reconnues ?

Réponse : Je pense qu'on ne parle pas assez – comme quoi il y a encore du travail à faire – de la prise de conscience de la condition de la femme en mai 1968. […] Cette égalité s'est manifestée heureusement à la Cinq, où j'ai eu la joie de travailler avec Béatrice Schönberg, grande professionnelle […]. Quelle que soit sa situation personnelle, pour moi Béatrice est et reste une grande journaliste.

Internaute : Bonjour, Gilles ! Vous faites partie de notre mémoire collective puisque mon vieil oncle Julien a encore sur sa 4L l'autocollant d'Europe 1 avec votre photo (et la coquille Shell !). Savez-vous où on peut trouver l'autocollant avec Pierre Bellemare ?

Réponse : Je ne sais pas s'il en reste, mais tentez le coup en écrivant à Europe 1 […]. Merci pour ce témoignage et mes amitiés à Julien.



Jacques : Vous avez connu l'arrivée sur Europe 1 du grand capitaine d'industrie Jean-Luc Lagardère. Quels sentiments vous inspirait cet homme hors du commun qui incarnait la joie de vivre de 68 ?

Réponse : J'ai toujours eu un grand respect pour Jean-Luc Lagardère. C'était un homme très droit […] qui acceptait en tête à tête les idées des autres et même leurs critiques.

Internaute : Bonjour, vous m'avez fait vibrer quand vous présentiez le Paris-Dakar sur La Cinq. Ce goût de l'aventure vous vient-il de Mai 1968 ?

Réponse : Non, ce goût de l'aventure, c'est celui du grand reportage. La Cinq a inventé les directs dans le désert. J'ai eu autant de passion à couvrir le Dakar que Mai 1968, l'intervention des troupes soviétiques à Prague, la guerre du Kippour, un Tour de France, une Coupe du monde de foot, cinq Jeux olympiques, plusieurs campagnes présidentielles et quelques faits divers ou autres guerres. J'adore la polyvalence, c'est peut-être ça l'aventure.

Internaute : Heureux à Radio France ?

Réponse : Oui, très heureux. […] J'en profite, et ça n'est pas de la flagornerie, […] pour donner un coup de chapeau au président Jean-Paul Cluzel, qui est un vrai homme de radio.

Internaute : Vous disiez avoir été à l'origine des premiers directs dans le désert. N'est-ce pas là une quête spirituelle intérieure issue de Mai 1968 ?

Réponse : Les premiers directs dans le désert ont été d'abord un exploit des techniciens de La Cinq et de toute l'équipe qui était sur le terrain. Chaque jour, nous sortions 9 tonnes de matériel d'un avion gros-porteur, comme dans les cirques nous montions nous-mêmes non pas un chapiteau mais une immense parabole et après nous faisions notre reportage… Mais c'est vrai qu'il y a de la spiritualité dans le désert… Mais je vais pas vous rejouer en moins bien *Le Petit Prince*.

Internaute : Bonsoir, tout compte fait, Mai 68 n'a-t-il pas imposé la compétence dans les médias (Mougeotte à la tête du *Figaro*, Elkabbach dirige Europe 1, vous avez d'importantes responsabilités sur Radio France, etc.) ?

Réponse : Je ne pense pas que ce soit 68 qui a imposé la compétence dans les médias… Ce sont les formidables écoles qu'ont été Europe 1, RTL, France Inter, qui ont ensuite propulsé les uns et les autres aux places où ils sont aujourd'hui.

Internaute : Bonjour, on sent chez vous comme un plaisir à répondre aux questions des internautes. Reviendrez-vous sur le site du *Nouvel Obs* ?

Réponse : Avec plaisir. C'est tellement rare de pouvoir partager, dialoguer avec ceux qui nous font l'honneur de nous écouter.

1 Lire le compte rendu complet de l'offensive sardone, « Le site du *Nouvel Observateur* piraté par les Fatals Flatteurs », sur le site du *Plan B*, www.planb.org.

Chez les anciens combattants…

Dans *Cabu 68*, un pavé de 220 pages (paru chez Actes Sud), la journaliste Laurence Garcia emmène le dessinateur sénile dans une « *balade utopiste, joyeuse et mélancolique* » au sein des brasseries chics de la rive gauche, au cours de laquelle il se remémore le bon vieux temps aux côtés de quelques « *camarades* » : Cavanna, Wolinski, Maxime Le Forestier, Alain Geismar, Serge July, Daniel Cohn-Bendit…

Daniel Cohn-Bendit : « Cécilia [ex-Sarlozy] est une héritière du MLF de l'après-68 !

Serge July : – Cécilia est un acte révolutionnaire ! Le fait de refuser d'être la première dame de France et de dire "Moi, le pouvoir, je n'en ai rien à foutre", chapeau !

Cohn-Bendit : – Elle a fait le choix de dire : "Ma vie, c'est autre chose, et pas la vie de mon mari !"

July : – Les autres femmes des présidents étaient toutes en situation de rupture avec leurs maris, Anne-Aymone Giscard d'Estaing, Danielle Mitterrand, Bernadette Chirac, elles sont toutes restées par devoir. L'acte de Cécilia est une vraie révolution.

Cohn-Bendit : – C'est grâce à une évolution de la société accélérée par 68. Comme je suis persuadé que Carla Bruni larguera Nicolas !

Laurence Garcia : – Les femmes auront leur revanche !

July : – C'est Carla qui va le niquer, vive les femmes ! »

Après avoir pris congé de ses deux camarades, Cabu confie à son intervieweuse : « *Ça m'a fait plaisir de revoir Cohn-Bendit, tu as vu, il a gardé cette pétillance dans l'œil. Et quel humour !* »

… et chez leurs enfants

Leurs parents périmés partent – enfin ! – à la retraite. Les enfants des soixante-huitards mondains écrivent des livres pour pleurnicher : quand ils étaient petits, papa et maman préféraient faire la révolution plutôt que changer leurs couches. Résultat, ils n'ont eu ni dînettes ni sucettes et ont fait pipi au lit jusqu'à quinze ans. Devenus adultes (bourgeois), ils souffrent toujours et, à l'instar de « *la sociologue et historienne Virginie Linhart* », viennent le confier sur France Inter (21.3.08), à Public Sénat (11.4.08), sur France Culture (18.4.08), sur Europe 1 (30.4.08). Là, Jean-Pierre Elkabbach console Virginie en léchant son livre « *passionnant, bouleversant, que je recommande en tout cas* ». Puis *Le Nouvel Observateur* lui consacre un article d'autant plus élogieux (1.5.08) que Virginie a réalisé en 2004 un documentaire enthousiaste sur… *Le Nouvel Observateur*. Et parce que journalisme rime avec pluralisme, *Le Monde* (17.5) dresse de Virginie un portrait à l'eau de rose, rapidement imité par *Libération* (28.5.08), puis à nouveau par *Le Monde* (30.5.08).



BRÈVE de gauche



Plagiat interne

Le 8 mai, Claude Imbert peste dans *Le Point* : « *Va-t-on proclamer d'un bout à l'autre férié le joli mois de mai ? Histoire d'engloutir les épaves d'activité qui flottent entre ses ponts. Histoire de laisser les processionnaires, lycéens ou retraités, défiler à l'aise "dans l'esprit de Mai 68".* » Une semaine plus tard, Franz-Olivier Giesbert, directeur de l'hebdomadaire, laisse éclater son originalité : « *Il nous fallait une grève, que dis-je, des grèves pour nous remettre de tous nos longs week-ends en famille. Le travail fatigue, mais le farniente aussi. […] Pourquoi pas, pendant que nous y sommes, une grève générale qui ferait la jointure avec les grandes vacances ?* » Et pourquoi ne pas licencier l'un des deux perroquets cacochymes du *Point* ?



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Les Fatals Flatteurs (lire p. 6) ont-ils noyauté *Le Point*? Le numéro du 6 juin consacré à « la Présidente » informe : *« Carla »* vit *« dans une belle maison »* (un hôtel particulier dans le XVIe arrondissement de Paris), avec une *« jolie cheminée »* et un *« joli miroir »*, mais elle vibre pour des *« causes humanitaires »* et désire *« lutter contre la pauvreté où qu'elle soit »*, car elle n'a *« pas peur du réel, même quand il est rude »*. Renseignements pris, l'auteur de ce portrait en gomme de tétine n'est pas un agent double déguisé en Simplet mais un jeune journaliste formé au *Figaro*, **Saïd Mahrane**. À peine entré dans le métier, il en connaît toutes les ficelles. En mars 2007, Sarkozy quitte le ministère de l'Intérieur ; notre limier relève : *« Il est triste. […] Il est 12 h 40, ce lundi 26 mars. Nicolas Sarkozy n'a presque rien touché de son assiette. Un bout d'omelette haché et trituré maintes fois témoigne de cette mélancolie. »* Deux mois plus tard, Mahrane constate que la nouvelle ministre Fadela Amara *« a fait de ses souffrances le constat d'une République qui peine à rassembler ses filles et ses fils »*. Même Olivier Besancenot a droit à sa rafale de chantilly : *« Avec son blouson en cuir, son col relevé et ses yeux plissés, on dirait James Dean. »* Mais cette langue de fée ne craint pas de prononcer les questions qui dérangent : *« Y a-t-il, selon vous, un lepénisme d'extrême gauche ? »*, demande-t-il en mai 2005 à Claude Lanzmann. La réponse qu'il obtient l'encourage à mener l'« enquête ». En titre : « Comment Attac infiltre l'école ». S'appuyant sur deux ou trois sympathisants du Snalc, un syndicat d'enseignants de droite ultraminoritaire, le jeune prodige du PPA dénonce *« l'antilibéralisme économique primaire »* qui gangrène l'école jusque dans les salles de classe. Ici ou là, des *« professeurs missionnaires »* auraient même été surpris en train de distribuer sans rougir *« des formulaires d'abonnement à des revues altermondialistes »*.

Sa question la plus brûlante, Saïd Mahrane la réserve toutefois à la présidente-chanteuse. *« Soutiendra-t-elle la France ou l'Italie lors du prochain Euro de football ? Elle fait silence. Se mord les lèvres. Se tord les doigts. "Mon cœur est embêté", dit-elle joliment. Avec, au fond des yeux, quelque chose des tifosi. »* Au fond des mirettes de Mahrane luira désormais l'or d'une laisse méritée.

BRÈVES

Un lectorat progressiste

En dernière page du supplément « Vous » du *Figaro* (18.4.08), le sondage Internet du jour porte sur le thème « Y a-t-il trop de vacances ? » Le « oui » l'emporte à 55 %, et « Natacha » laisse l'appréciation suivante : *« Il y a trop de vacances ! Les gens, en plus, touchent des salaires et ils ont le droit de se défendre via les syndicats, c'est inadmissible ! »* Pourquoi Étienne Mougeotte, le nouveau directeur du journal, se fait-il appeler « Natacha » ?

Olivennes emballé

Réagissant à une intervention télévisée de Nicolas Sarkozy, le nouveau patron du *Nouvel Observateur*, Denis Olivennes, explique sur France Culture (27.4.08) : *« Sa politique est assez convaincante tout simplement. […] sur la réforme des régimes spéciaux, […] sur la réforme du régime éducatif, […] sur la réforme du régime d'assurance chômage. […] Globalement, je trouve que, sur ces dossiers-là, il a été assez convaincant. »* *Le Nouvel Observateur* est en de bonnes mains.

Mouchards

Dans son livre *Je ne sais rien mais je dirai (presque) tout* (Plon, 2007), Yves Bertrand, directeur central des Renseignements généraux de 1992 à 2004, explique : *« J'ai ouvert la porte de mon bureau aux journalistes […] : un service de renseignement a besoin d'informations et les journalistes sont payés par leurs journaux pour obtenir de l'information »* (p. 52). Le policier poursuit : *« Ceux avec qui j'ai entretenu les meilleurs rapports étaient plutôt des journalistes de renom, qui concevaient nos rapports comme un véritable échange d'informations. »* Qui étaient-ils ? *« Parmi ceux que je place sans hésiter parmi les grands de la profession, citons, au premier rang, Jean-Marie Pontault, Gilles Gaetner, Frédéric Ploquin, Laurent Joffrin, Éric Conan. Je voudrais aussi exprimer une pensée toute particulière pour Hervé Gattegno et Pascal Ceaux* [tous deux alors au *Monde*]*, qui au fil des ans sont devenus des amis »* (p. 60). Il faut toujours faire confiance aux journalistes, surtout lorsque, comme ces deux derniers, ils ont été formés par Edwy Plenel.



Plaisir d'offrir : en supprimant la publicité sur France Télévisions mais pas sur TF1, M6 et Canal Plus, Nicolas Sarkozy fait ruisseler 833 millions d'euros de publicité sur le crâne luisant de ses amis patrons de presse. Joie de recevoir : en autorisant la déréglementation de la publicité sur les télévisions privées, le gouvernement transfère entre 300 et 552 millions d'euros aux chaînes privées, dont 200 à 360 millions pour la seule TF1 (*Le Figaro*, 31.5-1.6.08). Témoin de mariage de Sarkozy et parrain de l'un de ses enfants, Martin Bouygues a misé sur le bon poney.



En 2007, Bernard Arnault, première fortune française, avait racheté *Les Échos* malgré l'opposition de la totalité de la rédaction. Désireux de rassurer les journalistes, il a nommé fin avril son fils Antoine au conseil d'indépendance éditoriale du journal. Un poste taillé sur mesure puisque le fiston dirigeait jusque-là la communication de Louis Vuitton.

Danube de la pensée

Coauteur avec Bertrand Delanoë du livre *De l'audace* (Robert Laffont), un texte rédigé à Noël dans la résidence secondaire du PDG de *Libération* à Granville (Manche) pendant que Mme Joffrin, éditrice dudit ouvrage, cuisinait des homards au beurre persillé (*Le Point*, 15.5.08), Laurent Joffrin en a fait publier des extraits simultanément dans *Le Nouvel Observateur* (qu'il dirigea par deux fois) et dans *Libération* (qu'il dirige actuellement). Dans ce dernier cas, le PDG du journal de Rothschild a obligé ses salariés à le supplier d'accepter cette entorse à la « déontologie ». Le directeur de la rédaction, Didier Pourquery, raconte (22.5.08) : *« Petits sourires gênés autour de la table du comité de rédaction ce mercredi matin : "Euh… Laurent, on a remarqué que les bonnes feuilles de ton bouquin sortent dans* L'Obs*, ça fait drôle non ?" Laurent Joffrin, qui sort un livre d'entretiens avec Bertrand Delanoë (vous avez vu la pub en une et en page 5 ? Et ses interviews un peu partout ?), sourit et explique que, vu les pratiques du journal, il a laissé son éditeur négocier ça à son idée. Rappelons qu'à* Libération *nous avons des règles déontologiques strictes concernant les "œuvres" signées de nos journalistes. Leurs romans, expos ou spectacles ne sont traités que sous forme de brèves. Mais comment traiter les documents journalistiques comme ce livre-là ? Nous voyons chaque semaine des essais forts intéressants signés par tel ou tel journaliste sortir en bonnes feuilles chez les concurrents. Irritant. Et contre-productif. Nous avons donc décidé de traiter l'ouvrage Delanoë-Joffrin dans nos colonnes dès aujourd'hui. Vient alors une autre question : est-ce pour autant que* Libé *va devenir delanoïste ? Non. Nous restons libres. Faites confiance à l'esprit critique de nos journalistes politiques. Ils y veillent. »* Même Nicolae Ceausescu n'avait pas osé.

Le gai bavoir

Face à Luc Ferry, le presque octogénaire à la crinière noire Jacques Julliard rugit (1.5.08) : *« 68, c'est un mouvement jeune et c'est un mouvement gai. Je le comparais aux grandes grèves de 95, qui étaient des grèves vieilles et des grèves tristes. C'est une grande différence. »* En 1995, Julliard était du côté d'Alain Juppé et des CRS.

« Modernisation »

L'éditorial du *Monde* (13.5.08), qui engage l'ensemble du journal, salue sans réserve la *« clarification libérale »* apportée par la loi de modernisation économique : *« La ligne économique générale est plus droite. L'économie française, qui accuse un chômage encore élevé et des déficits lourds, avait besoin d'une clarification. Les réformes manquaient de cohérence. Un an après, elles en gagnent. »* Avec un plan de 130 suppressions d'emplois et plus de 100 millions d'euros de déficit, *Le Monde* ne vivra sans doute pas assez pour savourer les résultats de sa politique chérie.

Demorand le veule

Le 7 mai 2008, recevant Bernard Kouchner au moment où la Birmanie subissait une catastrophe provoquant des milliers de morts, aggravée par la politique de la junte au pouvoir, Nicolas Demorand a réussi à ne pas poser une seule question au ministre des Affaires étrangères sur son expérience birmane. En 2003, le consultant Kouchner avait reçu des milliers de dollars de la firme Total en échange d'un rapport de dix-neuf pages certifiant que la junte et Total ne faisaient pas appel au travail forcé.

À bas l'usurpateur !



Dans son livre *Le Président et moi* (Albin Michel, 2008), le journaliste au *Monde* Philippe Ridet plastronne : *« J'ai même reçu, honneur que je partage avec d'autres, le titre de "laisse d'or" »* (p. 111). Comme la plupart des informations publiées par Ridet, celle-ci est complètement fausse : jamais le jury de la laisse d'or du *Plan B* n'a attribué sa très prestigieuse distinction à un personnage aussi insignifiant (nous publions la liste authentique des lauréats en page 4 de notre supplément « Courrier des lecteurs »). Cette tendance à l'affabulation n'a d'ailleurs pas échappé au président de la République : *« Il invente tout »*, admet Sarkozy (p. 90) à propos de son ami – qu'il *« embrasse »* au téléphone (p. 120). Rappelons à Philippe Ridet que l'article 433-17 du Code pénal punit l'usurpation de titre d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Edwy, notre clown préféré

La vie serait moins drôle sans Edwy Plenel. Sur son site – en déroute – mediapart, il multiplie les gags. *« Ma seule appartenance depuis fort longtemps*, écrit-il le 14 mai, *est une certaine idée du journalisme, radicalement démocratique, une idée plutôt austère et sourcilleuse, je le confesse volontiers, en tout cas rétive à toutes les dépendances, qu'elles soient marchandes, partisanes, idéologiques. »* Austère : en 2003, Plenel obligea sa rédaction à titrer trois fois à la « une » sur « Loft Story ». Sourcilleuse : ses célèbres faux scoops (faux « scandale Panamá » inventé en 1991, faux plan « fer à cheval » de l'armée serbe inventé en 1999, faux chiffres de « cagnotte » budgétaire en 2000, faux clones raëliens en 2002, etc.) sont enseignés dans les écoles du mensonge. Rétive à toutes les dépendances : au début des années 2000, Plenel grimpait sur une table en assemblée générale du *Monde* pour convaincre les journalistes d'accepter l'entrée en Bourse du quotidien.

Un monde injuste

Le Figaro (27.5.08) s'apitoie sur les nouveaux damnés de la terre : *« En l'espace de dix ans, ce sont plus de 4 600 de nos compatriotes qui ont été contraints à l'exil fiscal, sorte de bannissement des temps modernes, réservé à ceux qui ne demandent jamais rien à l'État, sinon le droit de créer des emplois et de la richesse. Bien sûr ils ont emporté avec eux une petite vingtaine de milliards d'euros. »* Déjà les aristocrates émigrés à Coblence faisaient les mots croisés du *Figaro*.

Socialisme : quand il n'y en a plus, il y en a encore

« Nous passons notre temps à dénoncer l'archaïsme du PS. […] Nous souhaitons faire comprendre à toute la gauche les réalités nouvelles de nos démocraties au cœur de la mondialisation. » Le projet éditorial de *Libération* résumé par Laurent Joffrin (strategies.fr, 2.7.07) n'est pas très original. Depuis plus de vingt-cinq ans, journalistes, intellectuels et sondeurs psalmodient la même rengaine : les socialistes français sont encore trop socialistes ; ils doivent « faire leur Bad Godesberg ». L'expression renvoie au nom de la ville où, en 1959, le Parti social-démocrate (SPD) allemand avait abandonné toute référence au marxisme et à la lutte de classes.

Mous comme des loches, et lorgnant sur des sièges dans des conseils d'administration de multinationales ou à la tête du FMI, les chefs du PS s'exécutent à chaque injonction du Parti de la presse et de l'argent (PPA). Le combat fait rage : qui sera le plus à droite ? Réduire l'avance prise par Ségolène Royal s'imposait à tous. *« Pour être un bon socialiste, désormais, il faut être un bon manager »*, écrit Bertrand Delanoë sous la dictée de son pygmalion barbichu Laurent Joffrin (*De l'audace !*, Robert Laffont, 2008, p. 57). De son côté, Manuel Valls sous-traite l'écriture de son livre *Pour en finir avec le vieux socialisme* à Claude Askolovitch, rédacteur à gages au *Nouvel Observateur* spécialisé dans la prestation de services pour socialistes de droite (son dernier client : Éric Besson). Jean-Paul Huchon, lui, recourt à la plume de Denis Jeambar, ancien directeur de *L'Express* adorateur d'Ariel Sharon et de George W. Bush (*De battre ma gauche s'est arrêtée*, Seuil). Faut-il n'avoir rien à dire pour confier à ces trois nullités la réflexion d'un parti qui revendique l'héritage de Jaurès et de Blum…

Au printemps, le PS a élaboré une nouvelle déclaration de principe qu'aurait signée Nicolas Sarkozy si Dominique Strauss-Kahn lui avait offert en prime un stylo Montblanc. *« Depuis le temps que l'on nous sommait de faire notre aggiornamento ou notre Bad Godesberg, voilà qui est fait »*, s'est félicité François Hollande (*Le Monde*, 30.5.08).

« Nous avons fait notre Bad Godesberg. Nous l'avons fait le 23 mars 1983 à 11 heures du matin. Le jour où […] nous avons choisi une économie de marché », avait déjà admis Henri Emmanuelli sur France Inter le 9 février 1990. En effet, depuis 1983, le PS n'a plus de socialiste que le nom. Mais pour BHL, tête pensante de Manuel Valls, c'est encore trop : *« Le mot "socialisme", dont Camus notait déjà la profonde, l'irréversible, corruption – ce mot, disait-il à peu près, que les gardiens de camp staliniens, alliés aux maniaques d'un national-socialisme pas si mal nommé qu'on ne l'a dit, ont à jamais déshonoré et qui est devenu comme une brûlure pour une moitié de l'humanité. […] Qu'est-ce qui fait qu'un mot est corrompu et qu'un autre ne l'est pas ? D'où vient que, dans un cas (le socialisme), il faille laisser tomber et que, dans l'autre (le libéralisme), il faille tenir bon et livrer la guerre de réappropriation ? »* (*Le Point*, 5.6.08).

Quand le Parti socialiste sera rebaptisé « Parti libéral », les pipistrelles du PPA inciteront ses responsables à se débarrasser aussi du mot « social ». Puis ils leur interdiront les plats en sauce. Épouvanté par cette perspective, Michel Charasse a déjà quitté l'organisation.

LE PLAN B Vous offre :

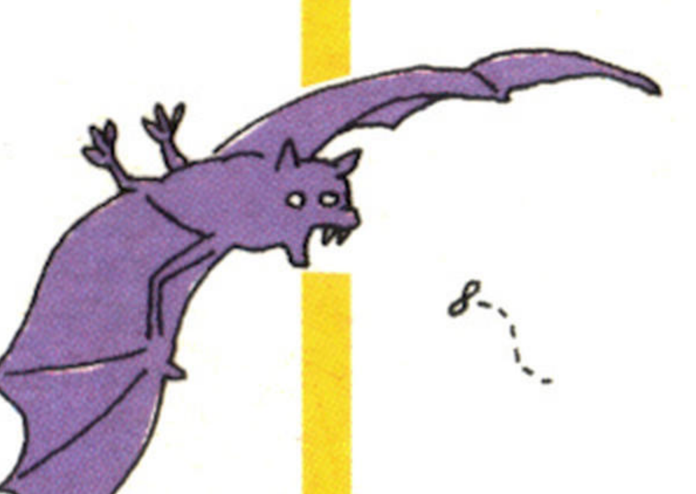


AVANT (printemps 2007)

Le PS a perdu la présidentielle parce qu'il était trop à gauche.

Laurent Joffrin (Libération.fr, 6.5.07) : *« L'immobilité PS[…] a plombé d'avance l'élection. »*

Renaud Dély (*Libération*, 18.6.07) : *« Le péril qui menac une nouvelle fois défaite reste le même : le statu quo. »*



Il doit donc faire son Bad Godesbe

Michel Winock (*L'Express*, 3.5.07) : *« Chacun sait qu Allemands lors du congrès de Bad Godesberg, en 1959,*

Michel Noblecourt (*L'Express*, 3.5.07) : *« À la différe choisi ce lieu pour rompre avec le marxisme, le PS n'a p inéluctable à la lumière de la situation politique […]. »*

Michel Wieviorka (sociologue moustachu, *Le Mo mais elle ne pourra plus différer son aggiornamento bie*

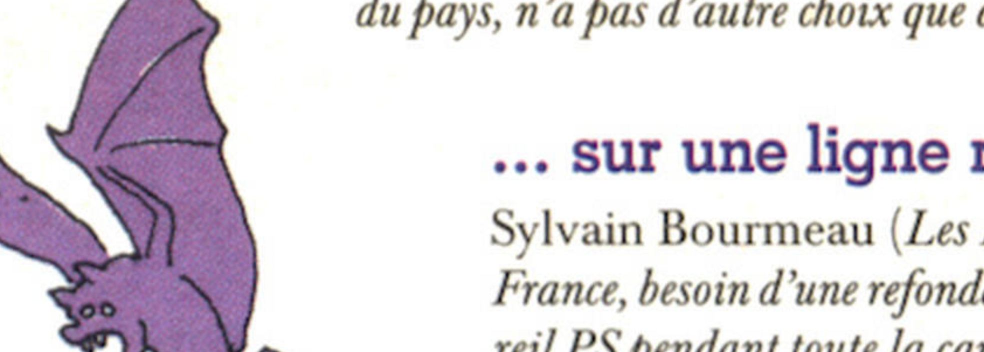
André Glucksmann (*Le Nouvel Observateur*, 3.5.0 *commencer sa mue »*.

… pour passer des alliances au centre…

Bernard-Henri Lévy (*Le Point*, 24.4.07) : *« Il n'y a plus de major vernement, pour la gauche, avec l'extrême gauche ; les stratégies dites plurielle ou, pis, d'union de la gauche appartiennent au passé ; la gau ment dit, peut gagner, mais elle ne le fera qu'en s'alliant clairement, sa avec ce tiers parti centriste. »*

Jacques Julliard (*Le Nouvel Observateur*, 6.5.07) : *« La gauche est t che pour s'élargir vers le centre, seul lieu où elle pourrait gagner des re*

Max Armanet (*Libération*, 10.5.07) : *« Le PS, pour assumer les resp du pays, n'a pas d'autre choix que de réinventer une ligne au centre. »*



… sur une ligne royalo-blairiste…

Sylvain Bourmeau (*Les Inrockuptibles*, 2.5.07) : *« La gau France, besoin d'une refondation et Ségolène Royal, par ses pris reil PS pendant toute la campagne, semble porteuse d'une tell*

Alberto Toscano (journaliste italien employé par Silvio sent dans les médias français, Arte, 6.5.07) : *« La gauc idéologique, elle n'a pas su évoluer comme la gauche allemand*

Zaki Laïdi (*Libération*, 8.5.07) : *« La gauche française est archaïques d'Europe. Aujourd'hui, elle n'a donc que le choix e*

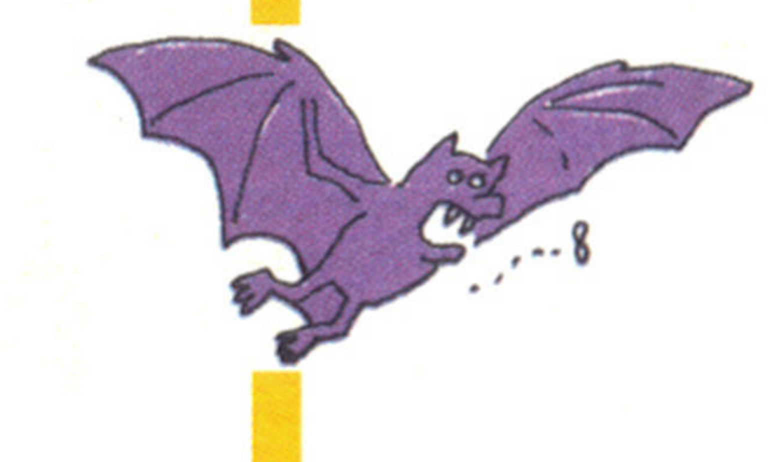
… débarrassée du « surmoi marxiste »…

Technikart (Interview de Serge July, avril 2007) : *« Comment la gauc subir la chape de plomb de l'antilibéralisme ? »*

Jean-Marie Colombani (*Le Monde*, 4.5.07) : *« La gauche réformiste d gique dans laquelle elle s'est trop longtemps enfermée. »*

André Grjebine (directeur de recherche au Cevipof de Sciences Po, *par une utopie d'inspiration marxisante, la gauche a longtemps été inca*

Jérôme Jaffré (sondeur balladurien, LCI, « Politiquement Show » *le Parti socialiste se libérera de l'extrême gauche et du Parti communiste…*



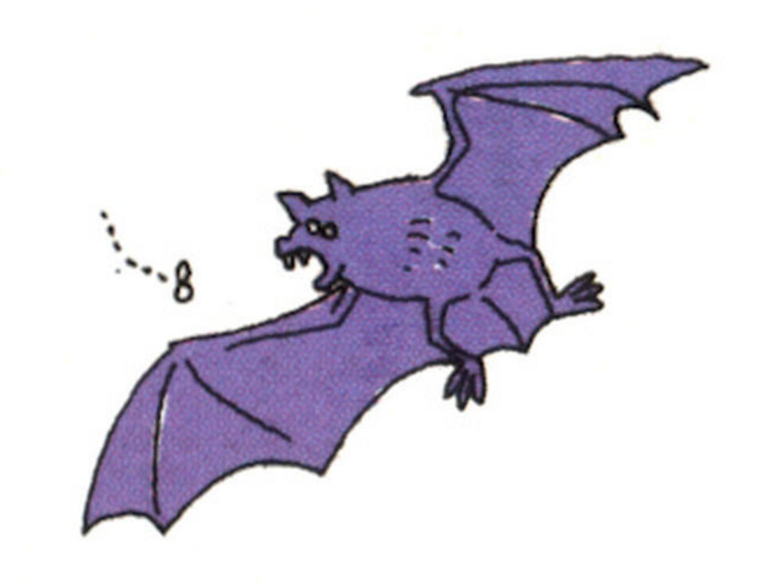
… et réconciliée avec le b

Jacques Julliard (*Le Nouvel Observ aujourd'hui d'alternative sérieuse au demain sera un socialisme de marché. »*

Denis Olivennes (ex-trotskiste, à l larbin de François Pinault, *Le Nouve avons le dernier Parti socialiste d'Europe c'est être nécessairement antisocial. »*

Les pipistrelles du PPA*

* Parti de la presse et de l'argent



octrinale du

cette gauche

rg...

le PS n'a pas procédé, contrairement aux
son aggiornamento social-démocrate. »
nce du SPD allemand, en 1959, qui avait
fait son Bad Godesberg. [...] il apparaît
Le Monde, 27.4.08)
de, 5.5.07) : *« La gauche a pris du retard,*
longtemps. »
) : « [...] *j'espère que la gauche va enfin*

é de gou-
le gauche
ne, autre-
s réserve,

p à gau-
forts. »
sabilités

he française a, comme la
s de distance avec l'appa-
refondation. »
Berlusconi et omnipré-
e française est restée trop
et la gauche italienne. »
ujourd'hui une des plus
tre mourir ou changer. »

e française pourrait-elle cesser de

t [...] *sortir de l'impasse idéolo-*

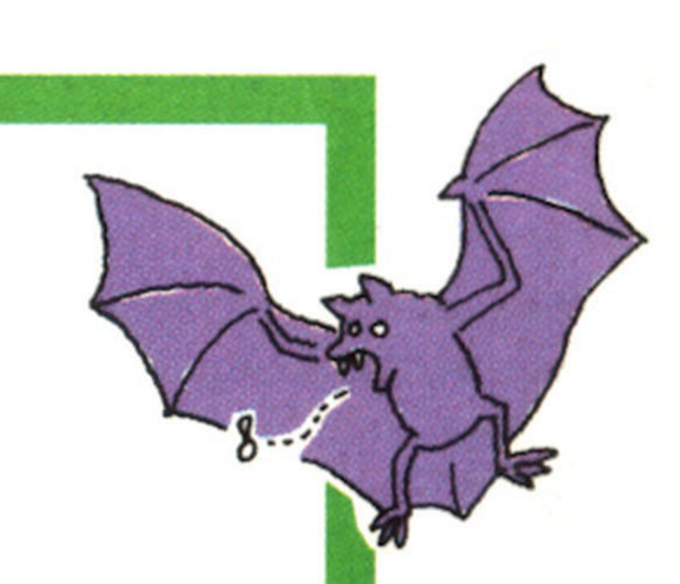
ibération, 10.5.07) : *« Obnubilée*
ble de cerner le réel. »
.6.07) : *« À partir du moment où*
»

siness.

teur, 17.5.07) : *« Il n'y a pas*
marché. [...] *Le socialisme de*

époque PDG de la Fnac et
Observateur, 21.6.07) : *« Nous*
à considérer qu'être pro-business

APRÈS (printemps 2008)



Des progrès...

Jacques Julliard (*Le Nouvel Observateur*, 1.5.08) : *« La nouvelle déclaration de principes* [...] *est un Bad Godesberg en bonne et due forme. »*

Michel Noblecourt (*Le Midi libre*, 22.4.08). : *« Le PS esquisse un* aggiornamento *idéologique et c'est déjà une prouesse. »*

Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 24.4.08) : *« Ne boudons pas notre plaisir. Cette nouvelle déclaration de principe sera à coup sûr l'une des bonnes nouvelles de l'année. Le PS assume désormais sans complexe ses choix pour l'Europe et l'économie de marché, régulée par la puissance publique. »*

L'éditorial du *Monde* (*Le Monde*, 22.4.08) : *« La nouvelle déclaration de principes que les socialistes se préparent à adopter au cours d'une convention nationale, en juin, témoigne d'un effort de clarification bienvenu. »*

... mais doit encore mieux faire.

Alain-Gérard Slama (*Le Figaro magazine*, 26.4.08) : *« Ceux qui rêvent d'un Bad Godesberg français auraient tort de se réjouir. »*

Rémi Godeau (*L'Est républicain*, 22.4.08) : *« Avec sa nouvelle "déclaration de principes", le Parti socialiste dit avoir posé les bases idéologiques de sa rénovation. À lire ses vingt et un articles, l'exercice apparaît pourtant moins reluisant. »*

Toujours le parti des fonctionnaires !

Jean-Michel Helvig (mediapart.fr, 22.4.08) : *« Ce dépoussiérage des mots demeure à moitié achevé, quand on lit la difficulté du PS à formuler son implication dans le système économique actuel. »*

Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 8.5.08) : *« Il leur reste encore du chemin à faire pour achever leur mue idéologique. En cessant d'être, avant toute chose, le parti des fonctionnaires, et notamment de ceux qui sont toujours entre deux grèves. »*

Toujours pas blairiste ?

Alexis Brézet (*Le Figaro magazine*, 3.5.08) : *« Le bel exploit de découvrir, cinquante ans après, la social-démocratie quand tous les partis socialistes européens ont fait leur mue sociale-libérale ! »*

Vincent Beaufils (*Challenges*, 1.5.08) *« Ce n'est pas en accolant "écologique" à "sociale" pour qualifier l'économie de marché qu'il justifie le demi-siècle de retard pris sur ses voisins sociaux-démocrates allemands dans cette mise à niveau idéologique. Et encore celle-ci se fait-elle du bout des lèvres. »*

Toujours le « surmoi marxiste » ?

Hubert Coudurier (*Le Télégramme de Brest*, 22.4.08) : *« Le parti reste tenaillé par l'extrême gauche et hésite sur la conduite à tenir à l'égard du centre. »*

Bertrand Le Gendre (*Le Monde*, 24.4.08) dénonce *« l'impuissance du PS à choisir entre son ADN révolutionnaire et ses aspirations réformistes, entre son marxisme latent et son tropisme social-démocrate »*.

En voiture pour Bad Godesberg !

Thomas Ferenczi (*Le Monde*, 30.5.08) : *« La recherche d'une nouvelle synthèse social-démocrate devrait aller jusqu'à remettre en question la frontière entre libéralisme politique et libéralisme économique qu'une partie de la gauche s'efforce de maintenir afin de préserver les anciens dogmes. »*

Gérard Grunberg (politiste, coauteur le 25 mai 2002, avec Pascal Perrineau, d'une tribune du *Figaro* titrée « Bienvenue au président Bush »), *Le Journal du dimanche*, 27.4.08 : *« En réalité, il s'agit moins d'une véritable révision idéologique pour le* XXIe *siècle que d'un texte de rattrapage du* XXe, *d'une réponse boudeuse, d'une concession a minima à ceux qui pressaient les socialistes d'abandonner dans leurs principes ceux qu'ils n'avaient plus ni la volonté ni la possibilité de mettre en œuvre depuis fort longtemps : la révolution, l'hostilité à l'économie de marché, la prétention à changer le monde à eux seuls. Encore un effort, camarades socialistes, pour faire le Bad Godesberg... du* XXIe *siècle ! »*

Une première dans l'histoire mondiale des luttes

À Dunkerque, grève ouvrière

Des salariés en grève contre les journalistes qui servent la soupe à leur patron : dans l'usine nordiste du géant pharmaceutique AstraZeneca, promise à une délocalisation partielle vers l'Inde, ce scénario sardon est devenu réalité.

Lundi 17 mars 2008, zone industrielle de Petite-Synthe, à Dunkerque. Il est 8 heures. Aux portes de l'usine d'AstraZeneca, dans le petit préau réservé aux fumeurs, les ouvriers sortent un à un confier leurs inquiétudes au *Plan B*. On tire le bout du bout du filtre, avant d'en griller une deuxième, sous le regard panoramique des caméras de vidéosurveillance camouflées dans les poutres d'acier. De sa tour d'ivoire, le directeur des « ressources humaines » scrute les opérateurs et techniciens de maintenance pris en flagrant délit d'intelligence avec un journaliste non homologué par la direction. Circonstance aggravante : dans quelques heures, les ouvriers ont prévu de cesser le travail durant quatre-vingt-dix minutes pour protester contre les brosses à reluire de leur quotidien local, *La Voix du Nord*.

Trois semaines plus tôt, le 27 février, l'édition dunkerquoise du quotidien monopolistique du Nord (propriété du groupe belge Rossel) consacrait une pleine page à leur usine. Grimé en « enquête », ce publireportage à la gloire du champion local de l'industrie pharmaceutique, engagé dans un plan de restructuration saignant, a mis *« le feu aux poudres »*, comme le raconte un ouvrier. *« En lisant cet article, beaucoup de collègues ont été frappés de découvrir à quel point tout était rose. Il faut dire que* La Voix du Nord *n'a repris que le point de vue du patron, Maurice Rolland. Rien sur les 30 % de réduction d'effectifs prévus, rien sur les réductions de coûts, rien non plus sur les salaires, dont l'augmentation de 15 à 20 euros cette année est la plus faible qu'on n'ait jamais connue.* La Voix du Nord, *en fait, c'est la voix du patron. »*

Externalisation des ulcères

Le sujet avait pourtant fière allure à la « une » du journal, barré d'un titre de conquistador : « AstraZeneca : l'usine pharmaceutique à la conquête du marché américain ». Soucieux de révéler à la population dunkerquoise *« ce qui se passe dans les entrailles de ces grands bâtiments verts (un site de 26 hectares !) bordant l'A16 et frappés de l'enseigne AstraZeneca »*, l'envoyé spécial, Olivier Dufourg, a franchi les grilles de la plus « techno » des usines dunkerquoises, la *« belle verte »*, visible depuis l'autoroute, derrière Arcelor-Mittal, BASF et juste avant Parisot Meubles. Non pour y rencontrer des ouvriers, mais pour se faire remettre les prospectus de l'entreprise, dont la paraphrase filandreuse s'agrémentera de quelques confidences lâchées par le patron du site. Maurice Rolland a d'ailleurs droit à sa photo sur deux colonnes, avec en gros plan le spray pour asthmatiques Symbicort, produit phare de la maison, qui doit souffler dans les bronches du marché américain. En préambule, le reporter précise : *« Le groupe pharmaceutique anglo-suédois, qui est notamment numéro 1 en Chine, nous a ouvert les portes de son site de Dunkerque. »* Grande première ! Pour dorer la pilule de ses délocalisations, l'entreprise paraît disposée à toutes les audaces.

Le géant anglo-suédois possède trois sites en France qui emploient 2 350 personnes, dont 650 à Dunkerque. Il a bâti sa fortune sur l'ésoméprazole, une molécule conçue pour résorber les effets secondaires produits sur l'estomac par d'autres médicaments – et ainsi permettre au consommateur de ne jamais suspendre son menu pharmaceutique. Une puissante métaphore du monde moderne : pour soutenir la croissance, il faut préparer l'estomac à consommer ce qu'il ne digère pas. C'est dire si AstraZeneca mérite sa place dans le pays d'Europe le plus friand de pilules[1].

Le groupe peut donc se prévaloir d'un chiffre d'affaires en hausse constante, qui a atteint 19 milliards d'euros en 2007 (dont 970 millions pour le seul site de Dunkerque), pour un profit net de 3,6 milliards d'euros. Cette opulence réclamant des sacrifices, il va sans dire que les plans de licenciement et de restructuration se sont accrus dans les mêmes proportions, même si, comme le clament les prospectus maison et *La Voix du Nord*, les ouvriers de Dunkerque possèdent un vrai *« savoir-faire local »*. Dans cette usine qui tourne bien, un tiers des emplois (logistique, service de la paie, ressources humaines, achats, informatique...) doit être supprimé et externalisé d'ici à 2009. Dans le même temps, un quart de la production sera amputé puis délocalisé chez le champion indien des médicaments génériques Ranbaxy, un ancien rival avec lequel AstraZeneca a réglé en avril un litige portant sur les brevets – ce qui a fait bondir en Bourse l'action de la multinationale de près de 10 %. Au dire des employés, les intentions de la direction étaient connues depuis plus d'un an dans les couloirs de l'usine. Seul le journaliste de *La Voix du Nord* n'était pas au courant.

Les sondages de la direction sont formels : 99 % des salariés se réjouissent de leur licenciement.

L'article de *La Voix du Nord* qui a mis « le feu aux poudres » chez les ouvriers.



ARMOIRE À PHARMACIE

...eneca : l'usine pharmaceu... ...onquête du marché améri...



land, l'un des trois gérants d'AstraZeneca Dunkerque) ; et de Symbicort, pour le traitement de l'asthme.

Le site de Dunkerque comprend deux unités, l'une chimique, l'autre pharmaceutique, qui alimentent le marché mondial. L'unité chimique effectue la synthèse de trois principes actifs pour les médicaments du groupe : le budésonide (Pulmicort® et Symbicort®.

« Six millions d'inhalateurs sont produits chaque année sur le site de Dunkerque. »

pour le traitement de l'asthme) : l'oméprazole (le Mopral®, médicament préconisé en gastro-entérologie...



Maurice Rolland avec l'aérosol Symbicort, dont le site de Dunkerque a l'exclusivité de la fabrication pour le marché mondial.

que produit des médicaments ... cise Maurice Rolland. *Notre unité*

Des ménages pour *Le Plan B*

L'usine brille comme un sou neuf. À l'évidence, on n'est pas chez un équarrisseur de cochons. *« Le groupe s'appuie sur un très bon environnement de travail pour faire régner l'ordre social*, confirme un technicien. *C'est vrai que c'est le top : il y a de super-salles à café, chacun a son PC et son téléphone portable, tout le monde, sauf les gars qui sont sur le terrain bien sûr, a son propre bureau, et à l'intérieur de l'usine tout est nickel : normal, c'est une usine de médicaments. »* Mais la blancheur des pilules qu'il faut trier, conditionner et emballer n'empêche pas l'usine d'obéir à la logique du « ferme ta gueule ou casse-toi ». *« Il faut se méfier à qui tu parles ; tout le monde surveille tout le monde, c'est un peu comme* Prison Break, *il y a des oreilles partout et, à la moindre faute, on te vire »*, avertit un collègue.

Il est midi, c'est la clope de trop. Arrivée tonitruante du chef de la sécurité. Alerté par ses œilletons numériques qu'un intrus à calepin est en train d'interviewer les ouvriers, le « chef hygiène-environnement », comme on l'appelle dans le jargon managérial, enjoint *Le Plan B* de quitter *« ce site privé »* où *« la présence des journalistes »* est jugée *« prématurée »*. Sauf quand ils roucoulent à *La Voix du Nord* ? *« La direction ne souhaite pas communiquer pour le moment*, dit-il. *Il y a eu des articles dans la presse, effectivement, des articles, je dirais... tout à fait objectifs sur le site de Dunkerque. Il reste certaines perceptions qui tendent à penser* [sic] *qu'il y aura des licenciements ou des réductions d'effectifs. Tout cela n'est pas sûr. De toute façon, ça ne dépend pas de Dunkerque, tout ça est mondialisé, ce sont des logiques financières, vous les connaissez comme moi. Moi j'ai des ordres, la direction ne souhaite pas que des journalistes viennent sur le site de l'usine. Je les applique. »*

L'homme se radoucit. Se souvenant qu'il a affaire à un journaliste, il sort de sa poche un sachet de verroteries : *« Dans le cadre de nos plans d'organisation interne, des exercices de gestion de crise nous sont imposés par la préfecture. Ça serait intéressant que vous veniez nous former une journée ou deux pour savoir comment répondre à la presse, comment se comporter en interview. Savoir dialoguer avec la presse, c'est un entraînement... »* L'émotion nous submerge. En effet, à part peut-être *La Voix du Nord*, qui mieux que *Le Plan B* saurait aider un cadre supérieur à « dialoguer » avec le Parti de la presse et de l'argent (PPA) ?

À boulets roses

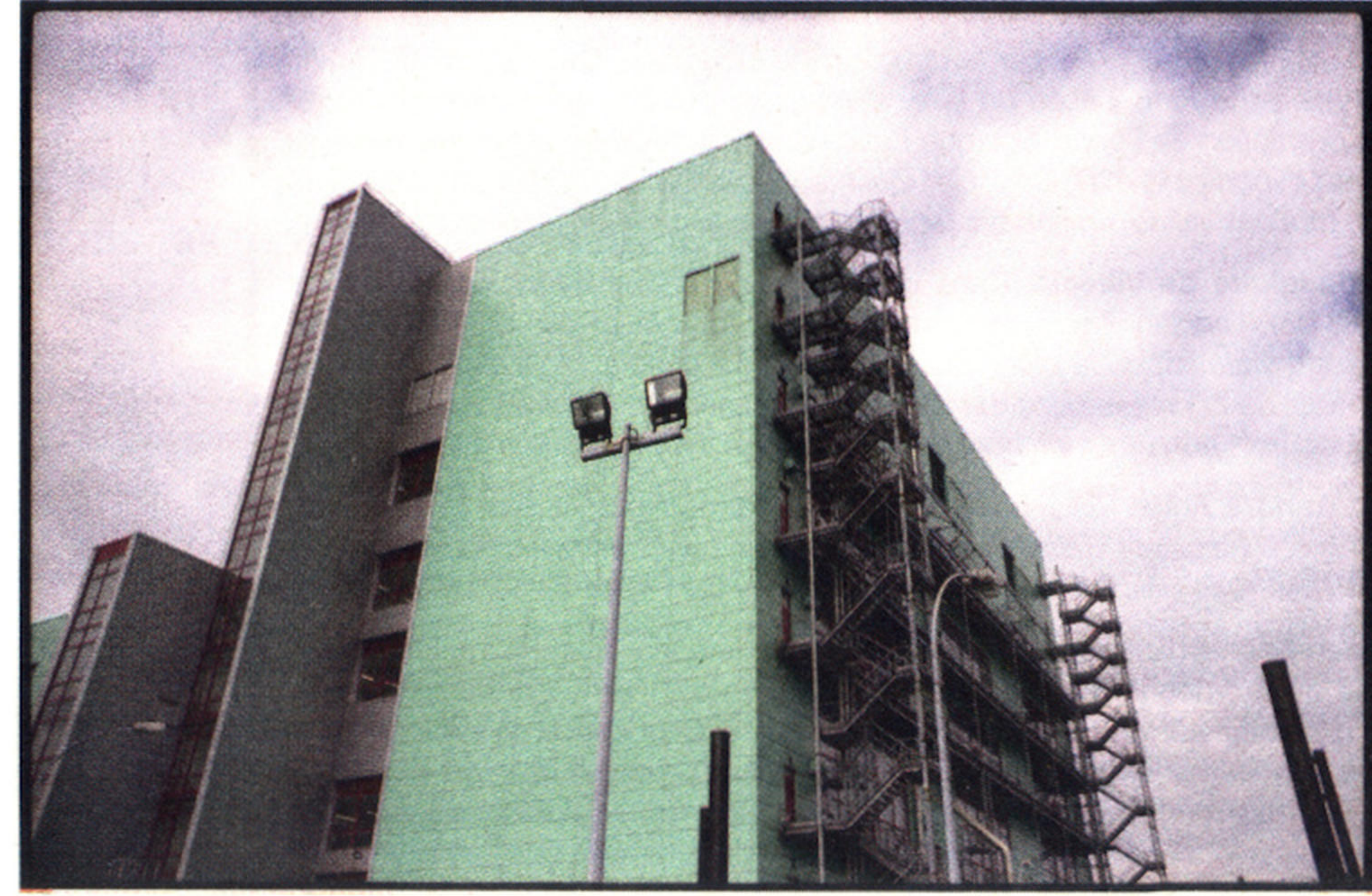
Pendant ce temps, sous le préau, les ouvriers s'insurgent : *« Laissez-le faire son boulot ! »* Puis ils viennent aux nouvelles. *« L'usine marche en vase clos*, proteste l'un d'eux, *ici c'est presque clandestin d'être syndiqué. » « Ce qui est étonnant*, ajoute un syndicaliste CFDT, *c'est que même le service de sécurité pour lequel travaille ce type est menacé par le plan de réduction d'effectifs et d'externalisation du groupe. Qu'il donne la vision patronale n'est pas étonnant, puisqu'il représente son entreprise au siège du Medef. »*

Pourquoi débrayer aujourd'hui ? Parce que le tabloïd nordiste ne s'en est pas tenu à sa réclame du 27 février. Le 2 mars, il remettait ça en publiant un « portrait d'entreprise » de la « belle verte », non plus dans l'édition locale, mais dans les pages « éco » de l'édition régionale. À nouveau, l'entreprise est dépeinte comme un jardin des délices où le miel coule à flots. Une nouvelle fois, le préposé au cirage oublie d'évoquer les délocalisations et de recueillir l'avis des salariés.

Cette fois, c'en est trop : la CFDT, syndicat dominant dans l'usine aux côtés de la CGT, se fend d'une « réaction » que *La Voix du Nord* publie le 7 mars. Ce n'est pas vraiment un brûlot. La phrase introductive du journal donne le ton : *« D'emblée, que les choses soient claires : pour la CFDT, pas question*

contre la mal-information





Photographies ©Julien Brygo

de tirer à boulets rouges sur la direction du site. » Et encore moins sur *La Voix du Nord*, dont le dévouement pour la compagnie n'est pas même évoqué dans le texte. Dès les premiers mots, le syndicaliste emmitoufle ses boulets dans un mohair en purs poils de Chérèque : *« Elle* [la direction] *a fait de l'excellent travail en obtenant la production des aérosols Symbicort destinés aux États-Unis, ce qui est une belle preuve de reconnaissance pour les salariés ; le groupe, ensuite, a investi sur le site de Dunkerque et lui a confié la production de ses meilleurs produits, ce qui est, là encore, une belle marque de confiance. »* Surtout bien lécher la main qui vous nourrit. Sur les six paragraphes de l'encart, un seul fait état des fermetures d'usines et des mesures d'externalisation décidées par le groupe, qui ont déjà généré à Dunkerque *« le licenciement de six informaticiens »* et menacent *« 30 % de l'effectif global »*. Mais la direction du site *« n'est pour rien dans ces mesures qui sont décidées au niveau du groupe »*, se tortille le porte-parole des futurs éjectés. Et de conclure : *« Nous ne cherchons absolument pas à brosser un portrait noir de notre entreprise, mais le challenge, c'est d'éviter la baisse des effectifs. »* On tremble en songeant au mauvais quart d'heure qui attend la direction lorsqu'elle va négocier l'allongement du temps de travail du personnel avec un adversaire aussi pugnace…

Bizarrement, de nombreux ouvriers ne s'estiment pas quittes. Dans les jours qui suivent, ils obtiennent de l'intersyndicale un préavis de grève pour le 17 mars, l'idée étant de profiter du conseil d'administration qui doit se réunir ce jour-là pour donner de la voix. Mais, le 15 mars, les syndicats se déballonnent : ils s'en voudraient de perturber un conclave auquel doit participer un haut dignitaire de la compagnie, venu spécialement de Londres. *« Nos syndicats ne veulent pas faire peur aux chefs du groupe »*, ricane un ouvrier.

Apprendre à siffler un journaliste

La base impose alors un compromis : un débrayage express d'une heure et demie, toujours le 17 mars, mais avec un mot d'ordre plus ambitieux. Il ne s'agit plus seulement de dénoncer les réductions d'effectifs mais aussi de protester contre l'externalisation de la propagande à *La Voix du Nord*. Comme l'explique un agent de maintenance, qui confesse se servir du quotidien nordiste comme allume-feu, *« les plans d'externalisation sont connus de tous les salariés depuis un an. Or, depuis trois mois,* La Voix du Nord *ne publie que des articles rassurants sur la viabilité du site et l'emploi des Dunkerquois. Ce titre est passé totalement à côté des réductions d'effectifs prévues. Je ne sais pas si c'est manquer d'objectivité, mais les articles en question ont tous relayé un seul son de cloche, celui du patron. Ils n'ont interviewé que lui. Et dans la salle du comité d'entreprise, tous ces articles ont été affichés sur le mur, comme pour rassurer tout le monde… »*

Éconduit par le chef de la sécurité, *Le Plan B* n'assistera pas à ces prémices de mouvement anti-PPA. Ni à l'humiliation des médias locaux (*La Voix du Nord, Le Phare dunkerquois* et Delta FM), empêchés d'accéder au site par 150 grévistes insolents. *« Pour une fois, il y avait de l'ambiance, on sent que les gars ne veulent plus se laisser faire. C'est bien parti pour la grève »*, se réjouira un cégétiste. Décidément arrangeant, Olivier Dufourg s'abstiendra de mentionner cette violation de la liberté de la presse dans son article du lendemain : *« Profitant de la tenue d'un conseil d'administration, l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, CGC-CFE et CGT-UGICT (cadres) entendait ainsi exprimer son inquiétude sur le licenciement, à l'horizon 2010, de 30 % de l'effectif du site »*, écrira-t-il. Point barre. Reporters sans frontières ne sera pas alerté.

Deux mois plus tard, les salariés en apprennent davantage sur les contraintes déontologiques du PPA. Selon une indiscrétion arrachée par les délégués syndicaux au patron du site, Maurice Rolland, le reportage *« tout à fait objectif »* paru dans *La Voix du Nord* du 27 février *« a été purement et simplement commandé par la direction parisienne du groupe. C'était donc une opération 100 % marketing. Ça leur fait un bon coup de pub, efficace et pas cher »*, gronde Stéphane Geeraert, opérateur de packaging et délégué CGT.

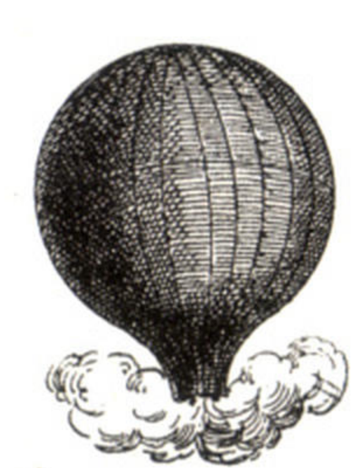
Contacté par *Le Plan B*, le reporter Olivier Dufourg concède que c'est bien la direction d'AstraZeneca qui a convié son journal à une visite guidée. Mais le terme de « publireportage » le vexe : *« J'ai fait un article objectif* [sic]. *Cette enquête* [re-sic] *est un portrait d'entreprise comme on en fait beaucoup. À cette époque, je n'avais aucun nom de responsable syndical. »* Certes, il admet que le seul *« son de cloche »* est celui du patron, mais la faute en incombe aux *« responsables syndicaux, restés silencieux pendant très longtemps »*, et qui n'ont pas songé à siffler la journaille pour qu'elle accoure en remuant la queue. Néanmoins, *« quand un responsable syndical nous contacte pour nous faire part de ses inquiétudes, on ne refuse pas d'écrire sur son entreprise »*. D'ailleurs, en régurgitant les petits plats du chef, l'envoyé spécial souhaitait en fait *« susciter des réactions pour avoir un autre son de cloche par la suite »*. Ainsi donc, les prestations patronales de *La Voix du Nord* constituaient une ruse visant à libérer la parole des travailleurs. À en juger par le débrayage du 17 mars, cette stratégie pourrait bien s'avérer gagnante.

En attendant, la direction de l'usine renouvelle sa *« marque de confiance »* aux salariés en leur confirmant le démembrement prochain des services et la suppression d'au moins 150 postes. Quant à augmenter des salaires, qui stagnent autour de 1 500 euros net par mois, inutile de rêver : *« On ne peut donner l'argent qu'on n'a pas »*, se désole Maurice Rolland en retournant ses poches. Il est vrai qu'en 2007 les actionnaires du groupe se sont partagé seulement 762 millions d'euros de dividendes.

1 Selon une étude publiée en 2006 par la Direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), la France est le pays d'Europe qui vend le plus de médicaments par habitant (pour 284 euros par an), devant l'Allemagne (244 euros), le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

Roquet contre Rocky

Le 19 mai, les ouvriers d'AstraZeneca à Dunkerque se mettent en grève pour de bon. L'usine est bloquée, la production stoppée. Le rapport de force s'annonce prometteur. Mais, au huitième jour, l'entreprise saisit le tribunal des référés pour réclamer la levée des piquets de grève. Effrayés, les syndicats capitulent le 29 mai. L'accord passé avec la direction prévoit une rallonge de 100 euros brut par mois pour les salariés – soit environ 2,30 euros net par jour. Le « plan social » fixé pour 2009 est maintenu mais, d'ici là, les futurs occupants de la charrette auront droit à un jour de congé exceptionnel. Et, pour encourager les départs volontaires, on promet aux candidats une indemnité de licenciement correspondant à trente mois de salaire. *« Ça va au-delà de ce qu'on espérait »*, fait mine de se réjouir un délégué CGT. Le même jour, alors que les grévistes s'apprêtent à repartir au turbin, assurés du non-paiement de leurs jours de grève, *La Voix du Nord* leur adresse ce rappel à l'ordre dans un « billet » plein de mordant : *« Comme Stallone, qui nous a fait croire plusieurs fois qu'il raccrochait les gants après chaque Rocky, les salariés d'AstraZeneca vont-ils poursuivre la lutte, malgré cette casquette CFDT mise au clou sous la tente du piquet de grève ? »* Au clou, le PPA !



EN HAUSSE :

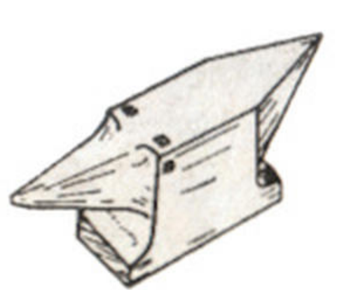
Emmanuel Todd. Sur le site Marianne2.fr (2.6.08), le démographe explique à propos de la droitisation du PS : *« Il est significatif que Delanoë et Lamy, qui portent cette dérive droitière, aient été accouchés par le directeur de* Libération, *Laurent Joffrin. Quand le maire de Paris publie un livre, c'est Laurent Joffrin qui l'interviewe et fait la promotion de l'opus. Lorsque Pascal Lamy associe de façon scandaleuse protectionnisme et xénophobie, c'est le même Laurent Joffrin qui choisit, ou en tout cas valide, un titre qui reprend cette association d'idées absurde. »*

Dominique de Villepin. Dans une allocution à l'université Paris-Dauphine (6.5.08), l'ancien Premier ministre a estimé que la presse écrite française, *« c'est vraiment de la pâtée pour chats ». « En général,* a-t-il expliqué, *je fais le tour de la presse dans ma voiture : heureusement que mes trajets se sont raccourcis parce que au bout de cinq minutes il n'y a plus rien à lire. »*

Alexandre Adler. Visionnaire, le chroniqueur du *Figaro* a écrit : *« Les États-Unis s'acheminent vraisemblablement vers un conflit entre les deux candidats de New York, Hillary Clinton et Rudy Giuliani »* (*Le Figaro* 29-30.9.07). Bien vu.

Jean-Michel Aphatie a courageusement défendu Jean-Pierre Elkabbach, qui avait ordonné à la rédaction d'Europe 1, le 21 avril, d'annoncer la mort d'un animateur de télévision encore vivant : *« Ceci concerne exclusivement l'entreprise qui souffre dans la circonstance d'un dégât d'image »* (blog de RTL, 7.5.08). Hélas, l'élan confraternel n'a pas empêché Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1, de virer Elkabbach de la direction de la station.

Richard Malka. Après avoir incarné le triomphe de la liberté d'expression sur les marches du festival de Cannes aux côtés de Philippe Val et de Wolinski, l'avocat de *Charlie Hebdo* a défendu Clearstream au tribunal de Bordeaux, où il a obtenu la condamnation du journaliste indépendant Denis Robert à 12500 euros de dommages et intérêts pour « diffamation » à l'égard de la banque d'affaires luxembourgeoise.



EN BAISSE :

Le conseil scientifique d'Attac. À l'initiative de l'essayiste Philippe Corcuff, un livre sur les *Identités de l'individu contemporain* paraît aux éditions Textuel *« avec le soutien du conseil scientifique de l'association altermondialiste Attac-France ».* Parmi les auteurs se trouvent François Dubet et Michel Wieviorka, signataires de la pétition de soutien au plan d'Alain Juppé de novembre 1995. Tous deux ont également combattu les grèves étudiantes de 2006. Mais que valent les batailles collectives face à une ligne supplémentaire sur le *curriculum vitae* d'un universitaire ?

Nicolas Demorand. D'après les études d'audience, les braiements matinaux de l'âne de France Inter font fuir les auditeurs. Ces derniers ne supportent plus que Demorand leur coupe la parole. *« Il faut créer plus de dialogue »*, a admonesté le patron de France Inter, Jean-Paul Cluzel (*20 Minutes*, 17.4.08). Découvrant cette aptitude à détruire le service public, Nicolas Sarkozy et son épouse auraient choisi Demorand pour animer à la rentrée une émission littéraire sur France 2. Selon *Libération* (22.5.08), l'Élysée *« a géré le dossier, établissant une* short list *et sélectionnant les projets ».* Furieux d'être identifié comme l'un des canassons bedonnants de l'écurie intellectuelle de Carla Bruni, Demorand s'est déclaré *« outré ».*

Michel Godet. L'expert omnibus Michel Godet signe dans *Le Figaro* (14.4.08) une tribune titrée « Halte à la paupérisation des familles avec enfants ! ». *« Il serait justifié et urgent de leur attribuer une allocation spéciale de vie chère pour compenser la hausse récente des produits alimentaires »*, brame Godet, qui récidive trois jours plus tard dans *Challenges* : *« À quand une politique commerciale traitant mieux les familles nombreuses ? »* Le dictionnaire biographique *Who's Who in France* éclaire cette obsession : Godet Michel a quatre enfants.

AU FOND DU TROU :

Claude Perdriel. Le fondateur et propriétaire du *Nouvel Observateur* est aussi l'inventeur du Sanibroyeur SFA. *« Il entame sa carrière de jeune ingénieur dans la construction de stations de traitement d'eaux usées en fondant la Société française d'assainissement (SFA), dont il devient PDG à trente-deux ans. Elle sera la "pompe à phynance" de son groupe de presse. C'est ainsi qu'il a déposé le brevet du Sanibroyeur, dont il a aussi imaginé le nom »* (*Les Échos*, 22.4.08). Nommé directeur du *Nouvel Observateur* au printemps dernier, Denis Olivennes pensait prendre la tête d'un grand hebdomadaire intellectuel ; le voici roi du sanitaire d'entrée de gamme. *« À la SFA, on va se partager les tâches,* précise Perdriel : *Denis Olivennes va prendre la stratégie et la direction commerciale, je garderai la recherche, les nouveaux produits, la stratégie industrielle. »* Assurément, *Le Nouvel Observateur* n'est jamais sorti des eaux troubles qui l'ont vu naître. *Le Plan B* tire la chasse.



De Pétain à Salazar, le socialisme libéral de Sylvain Bourmeau

Passé un certain degré, le burlesque confine à l'art. Sur le site de désinformation en ligne mediapart, le journaliste Sylvain Bourmeau multiplie erreurs et contresens.

« Pourquoi le PS n'arrive pas à penser le libéralisme »
Sylvain Bourmeau, mediapart.fr, 29 mai 2008

Une toute petite partie de la gauche prend conscience qu'elle a eu le tort d'abandonner, peu à peu, depuis les années 80, le libéralisme à une droite non plus conservatrice mais désormais porteuse d'un ambitieux projet de transformation économique et sociale. ❶

Historiquement, pourtant, la gauche pouvait se prévaloir d'une certaine tradition libérale, au point que le libéralisme doit même être considéré comme l'un des principes identitaires d'un certain socialisme français. ❷

C'est ce que montre admirablement Serge Audier dans son récent livre sur *La Pensée anti-68*. Remettant en cause l'idée reçue d'une éclipse du libéralisme en France entre les années 30 et 80, ❸ il rappelle, par exemple, l'extraordinaire variété de socialismes libéraux défendus par l'humaniste Albert Camus, le catholique Jean Lacroix (qui fut le professeur de Louis Althusser), le juriste Maurice Hauriou, le socialiste André Philip, le libertaire autogestionnaire Daniel Guérin ou encore le philosophe Maurice Merleau-Ponty, qui, dès les années 1950, théorise dans *Les Aventures de la dialectique* un *« nouveau libéralisme »*, ❹ *« ouvert aux luttes sociales et à la transformation du libéralisme ».*

Serge Audier tire également de l'oubli les travaux de deux économistes : Louis Baudin qui, en 1954 avec *L'Aube d'un nouveau libéralisme*, s'inscrit dans le sillage de Jaurès et Blum, et appelle à une synthèse entre libéralisme et socialisme. ❺ Et François Bilger, dont Michel Foucault se servira beaucoup, qui fit connaître en France, toujours dans les années 50, le courant allemand de *« l'économie sociale de marché »* et en particulier son chef de file Röpke, un libéral qui a *« toujours développé une critique radicale des impasses de ce qu'a été l'histoire du capitalisme : gigantisme, consumérisme, amoralisme, etc. ».* ❻

C'est pourtant la très grande méconnaissance de cette riche tradition ❼ qui sautait aux yeux lors du débat autour du référendum sur le TCE. ❽ Le clivage interne au parti socialiste n'ayant même pas permis une clarification attendue depuis si longtemps sur cette question du libéralisme ❾ – ce qui rend aujourd'hui encore possibles les échanges de pur démarquage tactique et vides de sens entre Delanoë et Royal.

8

On frissonne à l'idée que les partisans du « non » aient risqué de compter dans leurs rangs une nullité aussi disgracieuse que Bourmeau. Fort heureusement, il a soutenu le « oui », qui, armé d'un tel renfort, a été écrasé.

9

La clarification tant attendue a plutôt trait à la carambouille éditoriale du site mediapart. Dans son précédent numéro, *Le Plan B* révélait le trucage d'une enquête publiée en mars : le site avait mis en scène la recherche haletante de vingt-deux personnes présentes sur une photographie de l'université de Nanterre occupée le 22 mars 1968. Problème : Plenel et sa compagne connaissaient personnellement la plupart d'entre elles. Le 12 mai 2008, sur France Culture, Isabelle Saint-Saens, l'une des occupantes, confirmait nos conclusions : *« La photo, c'est Nicole Lapierre et moi – Nicole Lapierre, qui était au 22 mars et qui est par ailleurs la femme d'Edwy Plenel – qui l'avons donnée à Antoine Perraud* [le journaliste de mediapart] *et qui lui avons confié les noms, les numéros de téléphone et les mails d'un certain nombre de gens. »* Retrouver des individus dont on connaît le nom, le numéro de téléphone et le courrier électronique : la vraie définition du journalisme d'investigation façon Plenel.

Chroniqueur littéraire sur France 2, animateur d'une émission sur France Culture, Sylvain Bourmeau a martyrisé des années durant le fauteuil de rédacteur en chef adjoint des *Inrockuptibles*, l'hebdomadaire des quinquagénaires gominés qui se sentent « concernés ». Quand Edwy Plenel a lancé au printemps dernier le site d'« information » en ligne mediapart, Sylvain Bourmeau n'a pas hésité à « s'engager » afin, explique-t-il, *d'« animer le débat d'idées, la vie des idées »*. Ce texte bourmelin réagit à la polémique provoquée au sein du PS par le livre de Bertrand Delanoë et Laurent Joffrin, *De l'audace !* (Robert Laffont), rédigé pour que *« les socialistes du XXIe siècle acceptent enfin le libéralisme »*. Si Bourmeau caresse lui aussi cet espoir, la forme lui disconvient. Tenir des propos de droite quand on se dit de gauche exige à ses yeux des références pompeuses, des noms qui éblouissent, une patine universitaire qui sidère le gogo, parbleu ! Bourmeau s'emploie donc à traduire en langue de fat la langue de bois joffrino-delanoïste.

1

2

L'auteur écarte d'emblée l'idée sans doute « simpliste » selon laquelle le socialisme constitue le principe identitaire du socialisme.

3

Nul ne soutient une telle idée. D'ailleurs, durant cette période, les libéraux ont très souvent piloté l'économie : Paul Reynaud, René Mayer, Antoine Pinay, Jacques Rueff, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre n'étaient pas précisément socialistes. À la décharge du brave Bourmeau, le compilateur de fiches de lecture Serge Audier brille plus par son ambition que par ses analyses. Son livre, *Le Colloque Lippmann, aux origines du néolibéralisme*, paru un mois après *La Pensée anti-68*, regorge d'erreurs méthodologiques et factuelles (lire sa réfutation sur le site http://mouvement-social.univ-paris1.fr/document.php?id=1189).

4

Le scoop de Bourmeau et de son dieu Serge Audier mérite le prix Pulitzer : il existait une gauche non communiste après-guerre. Il faut exceller dans le genre simiesque pour faire de Camus, dont le journal *Combat* était sous-titré « De la Résistance à la Révolution », l'ancêtre de l'ex-publicitaire Delanoë ou de Ségolène Royal. Contempteur de la *« futilité des informateurs »*, Camus recommandait aux gribouilles de type Bourmeau d'*« informer bien au lieu d'informer vite. »*

5

Pas de chance : l'équipe du *Plan B* compte dans ses rangs LE spécialiste mondial de Louis Baudin. « Libéral » et « socialiste », dit Bourmeau ? Encore raté ! Dans les années 1930, Baudin écrit dans la revue fasciste et antisémite *Je suis partout* ainsi que dans *Civilisation*, publication de la Jeune Droite catholique. Pendant l'Occupation, le héros de Bourmeau collabore à *La Vie industrielle*, un quotidien patronal pétainiste. Membre de la chambre de commerce franco-portugaise, il collectionne les médailles offertes par le dictateur Salazar. Comme le précise l'historien Steven L. Kaplan, Baudin rêve d'un modèle de société basée sur les corporations, *« capable de respecter l'individualité »* tout en exorcisant la lutte des classes. En ce sens, la charte du travail adoptée sous Vichy représente à ses yeux un idéal (*Le Mouvement social*, n° 195, 2001, p. 34). Après guerre, les néolibéraux ultras cooptent Baudin à la Société du Mont-Pèlerin, où il voisine avec l'économiste Friedrich Hayek. En somme, il n'est pas plus absurde de qualifier Baudin de « socialiste » que de camper Pinochet en bonne sœur bolchevique. Dans le livre cité par le cancre Bourmeau, avec une nouvelle erreur (*L'Aube d'un nouveau libéralisme* paraît à la Librairie de Médicis en 1953 et non en 1954), Louis Baudin n'adule ni Jaurès ni Blum mais célèbre le héraut de la droite rentière et colonialiste, Antoine Pinay !



6

Inscrire François Bilger dans la tradition socialiste relève du non-sens. Il suffit de visiter le blog de ce néolibéral pour s'en convaincre (www.blogbilger.com/francoisbilger/). De même, seul un crétin des Alpes pouvait décrire Wilhelm Röpke, cofondateur de la Société du Mont-Pèlerin et conseiller du gouvernement ouest-allemand, comme un adversaire du capitalisme. Même si elle contient le mot « sociale » parce que inventée après guerre, l'« économie sociale de marché » se situe à l'exact opposé du socialisme. Certes, au sein de l'internationale libérale, Röpke incarne la tendance la moins fanatique. Un peu à la façon du gentil Xavier Bertrand dans le gouvernement Sarkozy. Comme avec les tartines beurrées qui tombent toujours du mauvais côté (Bourmeau, très gourmand, les mange quand même ; il lèche ensuite le carrelage, comme s'il s'agissait des mocassins de Pierre Rosanvallon), l'« expert » de mediapart accumule les déveines.

7

Aucun des 43 commentaires suscités par cet article (au 11 juin) ne relève les erreurs invraisemblables qu'il recèle. Parmi les contributeurs se trouve Philippe Corcuff, d'autant plus impatient de se joindre au débat qu'il ne cesse de revendiquer le libéralisme comme une vertu socialiste, voire libertaire. Flairant là l'occasion de drainer quelques visiteurs sur son blog hébergé par mediapart, Corcuff dépose sa glose réglementaire : *« J'avance dans mon texte une différence entre deux Adam Smith, le théoricien de "la main invisible" et le philosophe moral de "la sympathie". »* Quelques heures plus tard, un commentaire de Bourmeau commente le commentaire de Corcuff : *« Merci pour ce lien, Philippe, vers ton excellent papier. »* On comprend le sens de la « révolution » de l'information entamée sur mediapart : l'autocongratulation d'une bande de copains analphabètes, facturée 9 euros par mois.

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ La rubrique de l'amour ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **9 avril.** Sur France Inter, le chroniqueur Nicolas Rey fait l'éloge du dernier livre de Pascale Clark, qui l'emploie sur Canal Plus : *« Je le dis pour des raisons déontologiques : je travaille avec, j'ai adoré ce livre, ce n'est pas de ma faute. »*

♥ **10 avril.** *Le Nouvel Observateur* classe Jacques Julliard *« En hausse » : « Notre éditorialiste a remporté samedi le prix du Livre politique 2008 »* pour son dernier essai raté. Parmi les membres du jury : François Bazin, du *Nouvel Observateur*, Laurent Joffrin, ancien directeur du *Nouvel Observateur*, Nicolas Demorand – futur directeur du *Nouvel Observateur* ?

♥ **15 avril.** Au cours du 7-10 de France Inter, présenté par Nicolas Demorand, la « journaliste » Colombe Schneck assure la promotion d'un ouvrage d'Edwy Plenel et de Géraldine Muhlmann. *« Ce livre, précise-t-elle, est publié sous la direction de Nicolas Demorand, Olivier Duhamel et Géraldine Muhlmann. »*

♥ **22 avril.** Sur France Inter, Nicolas Demorand invite Jean-Christophe Lagarde, député sarkozyste qui vient d'écrire *Les Hypocrisies françaises* avec Jean-François Achilli, chef du service politique de France Inter.

♥ **25 avril.** Sur RTL, Géraldine Muhlmann glousse : *« Je ne peux pas m'empêcher* […] *de faire un peu d'autopromo parce qu'on va sortir dans la nouvelle collection que je codirige au Seuil, qui s'appelle « Médiathèque », un ouvrage de Pierre Haski. Je la codirige avec Olivier Duhamel et Nicolas Demorand.* […] *Je vous le recommande vivement »*.

♥ **7 mai.** Dans *Charlie Hebdo*, Philippe Val vante un disque publié par son ami Raphaël Enthoven, ex-gendre de BHL : *« Vous serez surpris de constater à quel point Montaigne, Kant, Sartre et Platon, ça swingue méchamment. »* Quelques pages plus loin, Bernard Maris annonce : *« Théâtre. Le samedi 10 mai au théâtre de l'Odéon à 21 heures, lecture d'un texte de Bernard Maris par Emmanuelle Béart. »*

♥ **15 mai.** À 9 h 10, Vincent Josse s'exclame à l'antenne de France Inter : *« Il faut lire aussi Daniel Cohn-Bendit,* Forget 68, *c'est un livre d'entretiens avec Stéphane Paoli »*, journaliste à France Inter.

♥ **22 mai.** Dans *Le Point*, Alain Duhamel applaudit *« un livre direct, vigoureux, vivant mais sérieux, précis et réfléchi »*, celui de Bertrand Delanoë et de Laurent Joffrin, directeur de *Libération* et employeur d'Alain Duhamel.

♥ **3 juin.** Quel grand spécialiste de la haute couture *Libération* choisit-il d'interroger sur la mort d'Yves Saint Laurent ? BHL, membre du conseil de surveillance de *Libération.*

♥ **5 juin.** Dans *Le Point*, BHL et Alain Duhamel recommandent tous deux le livre de Jean-Marie Colombani sur Sarkozy, *Un Américain à Paris* (Plon). *« La bonne distance, le bon angle »*, explique le premier. *« Un essai vif »*, complète le second.

♥ **5 juin.** Toujours dans *Le Point*, BHL célèbre l'ouvrage dans lequel Manuel Valls recommande au PS d'abandonner le socialisme. Surprise : dans *Les Échos* du 8 octobre 2007, Manuel Valls faisait l'éloge de *Ce grand cadavre à la renverse*, le livre de BHL qui, citant Manuel Valls, recommandait au PS d'abandonner le socialisme.

♥ **7 juin.** Carré d'as : Après *Le Point* (8 mai), *Le Nouvel Observateur* (15 mai) et *Le Figaro* (22 mai), *Le Figaro magazine* publie l'hommage obligé au dernier livre de Franz-Olivier Giesbert, lequel dirige ou dirigea ces quatre publications.

♥ **11 juin.** Philippe Val informe dans *Charlie Hebdo* : *« Il y a quelques années, mon copain Jean-Luc Hees, grand connaisseur de l'Amérique – on le retrouvera, d'ailleurs, au mois d'août dans* Charlie, *pour une série de reportages là-bas – avait rencontré Hillary. »*

Des soviets au pays de Clearstream

Le Luxembourg n'a pas toujours été une dînette pour milliardaires détaxés. À l'issue de la Première Guerre mondiale, les ouvriers du grand-duché s'organisent en conseils et s'emparent de la gestion de leurs usines. Un souvenir traumatisant pour le patronat européen.

Des soviets au Luxembourg ? la proposition paraît aussi saugrenue qu'une révolution spartakiste aux Bahamas ou une république bolivarienne à Monaco. Mais l'histoire n'est jamais avare d'épisodes stimulants. Celui-là s'ouvre durant la Première Guerre mondiale : occupé par l'Allemagne, le grand-duché connaît alors des conditions sociales désastreuses qui poussent les mineurs et les métallos à s'organiser. Deux syndicats sont créés dès 1916. Deux ans plus tard, un mois après l'armistice, les ouvriers obtiennent la journée de huit heures puis, en mai 1919, le suffrage universel pour les hommes et les femmes.



L'arroseur arrosé

Soucieux de neutraliser la dynamique sociale impulsée par ces conquêtes, le gouvernement concède la mise en place de « conseils ouvriers » croupions. Il s'agit de préserver l'essentiel du pouvoir patronal tout en conjurant le cauchemar d'une émergence spontanée de soviets aux objectifs révolutionnaires, à l'instar de ce qui se passe en Russie ou en Allemagne[1]. Institués le 26 avril 1919, ces conseils purement consultatifs sont réservés aux usines de plus de 50 salariés et n'exercent que des compétences très limitées, comme le traitement des « questions relatives au bien-être matériel et moral des ouvriers ». Mais les intéressés ne vont pas tarder à s'emparer de ces coquilles vides.

Dès la fin de l'année, les conseils ouvriers débordent le carcan légal en arrachant des augmentations de salaires. Bien résolus à faire usage de leur outil, les travailleurs réclament des compétences supplémentaires, à commencer par un droit de regard sur les embauches et les licenciements. Une proposition de loi déposée dès juillet 1919 par les députés socialistes les y encourageait : le conseil ouvrier se chargerait des questions liées au travail (embauche, renvoi, salaires, conflits…), le patronat restant aux commandes de l'administration et de la production. Le projet prévoyait même la création d'un conseil ouvrier central qui déléguerait un de ses membres au gouvernement pour se couler dans un strapontin de « sous-secrétaire d'État au travail industriel ». Mais les sardons luxembourgeois veulent aller plus loin : pourquoi se contenter des miettes de la cogestion quand le festin collectif est à portée de main ?

Le 1er mai 1920, quelque 30 000 personnes manifestent à travers le pays pour exiger la socialisation des moyens de production. *Der Proletarier*, organe des syndicats luxembourgeois, ne s'y trompe pas : *« Face à la cupidité qu'engendre la misère humaine, il n'y a qu'un seul moyen pour assurer le bien de tous : rendre à la communauté les moyens de production et d'échange*[2]. » À Esch, dans le sud industriel du pays, les banderoles soulèvent l'estomac des patrons bedonnants : *« Vive le système des conseils » ; « Socialisation des grandes entreprises » ; « À bas les loyers trop élevés » ; « À bas la terreur du capital » ; « Mise en place d'un système de retraite ouvrière commun ! »* Révulsés par l'aplomb de la piétaille, les Parisot de l'époque contre-attaquent en créant la Fédération des industriels luxembourgeois (Fedil), dont le règne durera encore près d'un siècle plus tard (sous le nom de « Business Federation Luxembourg »). Ce monôme patronal, future garde prétorienne des banques *offshore*, pèse de tout son poids pour empêcher les conseils de chahuter son pouvoir.

« Des alouettes toutes cuites »

Pourtant, l'idée d'une direction ouvrière sur les entreprises est alors en vogue dans toute l'Europe : en Allemagne, bien sûr, mais aussi en Autriche, où Otto Bauer et les sociaux-démocrates militent pour une socialisation immédiate des charbonnages et de la métallurgie, financée grâce à un impôt sur le capital. Dans ce modèle, les établissements industriels seraient administrés de manière autonome et tripartite par des représentants de la main-d'œuvre, de l'État et d'autres secteurs de l'économie. Au même moment, en France, le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux prône la nationalisation des outils de production, tandis qu'en Grande-Bretagne la Fédération des mineurs propose de confier la gestion des entreprises à des conseils paritaires composés de délégués syndicaux et de fonctionnaires. Le syndicaliste luxembourgeois Aloyse Kayser s'en souviendra avec délice : *« L'air était rempli des chants des violons, on nous évoquait des voyages vers des pays merveilleux, des slogans d'autodétermination, de nationalisation, de socialisation, qui volaient vers nous comme des alouettes toutes cuites »* (*Signal*, organe de presse des cheminots, 21.2.1922[3]).

En 1921, toutefois, le mouvement ouvrier luxembourgeois se heurte à un dilemme : d'un côté, la conquête de la journée de 8 heures et des augmentations de salaires semble plaider pour la poursuite des négociations avec le patronat et l'État ; de l'autre, la dynamique de la lutte pousse à des ruptures radicales avec les ganaches poudrées du grand-duché. Ce sont les patrons qui vont trancher la question : profitant du flottement des conseils, ils réorientent les salaires à la baisse et annoncent des licenciements massifs dans les usines de Differdange, Rodange et Steinfort, dans le bassin industriel du sud du pays. C'en est fini des tergiversations. Aiguillonnés par les mouvements d'occupation d'usines qui ont essaimé en Italie du Nord durant l'été 1920, des ouvriers luxembourgeois se mettent en grève et prennent le contrôle de leurs lieux de travail. Le 25 février, débordé, le gouvernement proclame que *« l'occupation pacifique de l'usine est tolérable »*, déclenchant la fureur du directeur général de la société métallurgique Hadir, qui écrit deux jours plus tard au bourgmestre de Differdange : *« Même si l'occupation restait pacifique, il n'en aurait pas moins été porté une grave atteinte aux principes sur lesquels repose l'ordre public, et particulièrement à l'autorité qui est nécessaire aux patrons pour assurer normalement la direction de leur usine ; on aurait laissé établir cette opinion que l'on peut sans inconvénient faire acte de révolution. Tôt ou tard cela porterait ses fruits. »*

Il a raison de s'affoler. Le 1er mars, à la suite du refus de la direction de négocier, le conseil de l'usine Hadir de Differdange démissionne en bloc et se constitue en soviet ouvrier. Par décret, les sardons confient aux salariés les clés de l'entreprise. Le mouvement se propage à Rodange et à Steinfort. Son onde de choc porte jusqu'à Longwy, où mineurs et métallurgistes pactisent avec les soviets du Luxembourg. Le gouvernement français frissonne d'horreur : il se souvient que le bassin lorrain n'est pas resté insensible aux appels de l'éphémère République alsacienne des conseils en novembre 1918[4]. Le 2 mars, Paris fait donner la troupe pour évacuer l'usine de Differdange et freiner la contagion. La Belgique aussi est en état d'alerte. Dans une alliance sacrée qui préfigure les grandes idylles de l'Union européenne, le patronat luxembourgeois et les ambassadeurs belge et français se joignent pour sommer le président du gouvernement, Émile Reuter, de rétablir l'ordre. Reuter s'exécute de bonne grâce et, le 11 mars 1921, prononce la dissolution des conseils ouvriers.

La grève n'y survivra pas. Aux canons français et aux représailles patronales s'ajoutent les divisions internes, les mots d'ordre « bolcheviques » faisant frémir les syndicats plus policés. Au bout de trois semaines, c'est la fin : les meneurs sont licenciés ou jetés en prison. Le pays peut enfin amorcer la mue qui le conduira, quelques décennies plus tard, à servir de receleur au pillage fiscal des grandes fortunes du continent.

1 Sur les révolutionnaires allemands de 1918-1919, lire *Le Plan B* n° 6, février-mars 2007.

2 Cité dans Denis Scuto, *Sous le signe de la grande grève de mars 1921. Les années sans pareilles du mouvement ouvrier luxembourgeois*, Editpress Luxembourg, 1990. Sauf mention contraire, les citations suivantes sont extraites de cet ouvrage.

3 Cité dans René Leboutte, Jean Puissant, Denis Scuto, *Un siècle d'histoire industrielle (1873-1973), Belgique, Luxembourg, Pays-Bas : industrialisation et sociétés*, Paris, Sedes, 1997.

4 Sur cet épisode, lire le roman d'Alfred Döblin, *Bourgeois et Soldats. Novembre 1918*, Paris, Quai Voltaire, 1988.

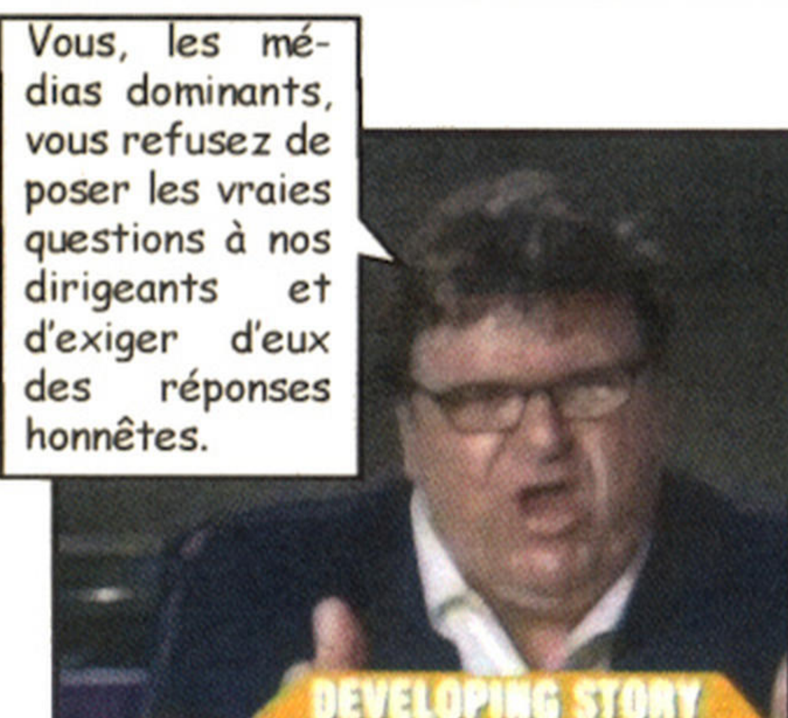
Étude comparative : le réalisateur rigolo américain Michael Moore passe sur CNN et le postier sympathique Olivier Besancenot passe sur France 2.

… ET ENCORE MERCI DE M'AVOIR POSÉ LA QUESTION





















* Allusion à un article de Libération du 28/04/08 : « Besancenot chez Drucker. Le troskisme est-il soluble dans Vivement dimanche ! »

Colonne de gauche : Michael Moore, invité de *"The situation room"*, sur CNN, le 9 juillet 07

Colonne de droite : Olivier Besancenot, à *"Vivement Dimanche"*, sur France2, le 11 mai 08



Agir ou paraître



Invité à dialoguer le 14 avril avec Xavier Bertrand, numéro deux du gouvernement, devant un parterre de grands bourgeois parisiens aux Théâtre du Rond-point des Champs-Élysées, les socialistes (ou anciens socialistes) François Hollande, Philippe Corcuff et Jacques Attali n'ont pas eu un mot de solidarité pour les journalistes du *Monde*. Pourtant ,le quotidien était absent des kiosques ce soir-là pour cause de grève contre un plan prévoyant 130 suppressions d'emplois. Au fait, la soirée des Champs-Élysées était co-organisée par la direction du *Monde*.

Le soldat de Dieu



Interrogé à Cannes le 18 mai 2008 à l'occasion de la présentation du film *C'est dur d'être aimé par des cons*, un navet sur les mésaventures judiciaires de *Charlie Hebdo* réalisé par Daniel Leconte, BHL a déclaré : *« Moi je viens soutenir mon copain Philippe Val et mon copain Daniel Leconte ce soir.* […] *Je suis un simple soldat dans l'armée levée ce soir par Philippe Val. »* En montant les marches aux côtés de Val, le dessinateur Wolinski s'est peut-être rappelé ce texte paru sous sa plume dans le recueil *Charlie Hebdo 1969-1982 : 13 ans de bonheur* (1983, p. 53) : *« Je crains que "la nouvelle philosophie" ne soit que du show-biseness et que B.-H. Lévy ne soit une pute. »*

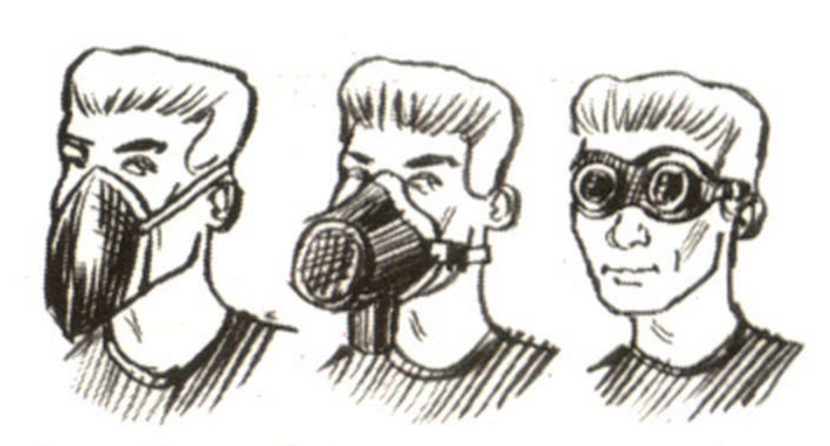
Ces ingrats d'Irlandais

En votant « non » au traité de Lisbonne, les Irlandais ont fait preuve d'une ingratitude qui révulse les oui-ouistes français. *« Ce sont les enfants gâtés de l'Union qui ont dit "non". Eux qui ont abondamment bénéficié des aides et qui persistent à maintenir la plus indécente des fiscalités au sein de l'Europe »*, peste Gilles Delafon dans *Le Journal du dimanche* (15.6.08). Lequel omet de préciser que cette *« fiscalité indécente »* a été imposée par les chefs de file du « oui », à savoir les dirigeants politiques et le patronat irlandais, sans d'ailleurs que l'Europe y trouve à redire. Quelques jours plus tôt, pressentant la claque référendaire, Bernard Maris s'indignait déjà dans *Charlie Hebdo* (11.6.08) : *« L'Irlande est le pays qui a le plus profité de l'Europe.* […] *Elle a pris le fric puis mordu la main tendue. »* Pour les professeurs de morale européenne, ce n'est donc pas l'intérêt public mais la reconnaissance du ventre qui doit guider la main des électeurs. Faute de quoi, dame patronnesse se passera définitivement du peuple pour obtenir son dû, comme l'ont annoncé Daniel Cohn-Bendit et Monica Frassoni, coprésidents du groupe des Verts au Parlement européen : *« Le "non" irlandais a une fois de plus montré que les référendums nationaux constituent un instrument inadéquat pour décider des questions européennes. »*

Le Plan B les a détruits



La « République des Idées », cercle de réflexion social-libéral fondé en 2002 par l'ancien chroniqueur à *Libération* Pierre Rosanvallon, a explosé sous les coups de boutoirs du *Plan B*. Thierry Pech, son secrétaire général, qui devait fabriquer des livres à partir de la patée fournie par des universitaires incapables d'aligner deux phrases, a rejoint une écurie plus richement dotée – et plus étroitement liée au PS : le *think-tank* « Terra Nova ». Ce dernier ambitionne de *« rénover la matrice idéologique »* de la gauche en y injectant du jus de crâne d'œuf libéral. Financé par Publicis Consultants et Microsoft, soutenu par Denis Olivennes, le nouveau PDG du *Nouvel Observateur*, Terra Nova est célébré par *Le Monde*, *Les Échos* et *Libération* comme *« le nouvel endroit où la gauche pense »* (*Libération*, 13.5.08). Pech emporte avec lui les principaux auteurs de la République des Idées, et laisse Rosanvallon inconsolé.



Prudence

Après qu'un gendarme de Draguignan a abattu un homme menotté en train de s'enfuir en lui tirant sept balles dans le dos, *Le Monde* (27.5.08) écrit : *« Les résultats de l'autopsie détermineront si les trois coups de feu qui ont atteint l'homme, retrouvé agonisant dans une cour d'école, ont bien été mortels. »* On ne saurait exclure en effet que l'homme ait succombé à une crise de foie.

Jimmy Carter antisémite…

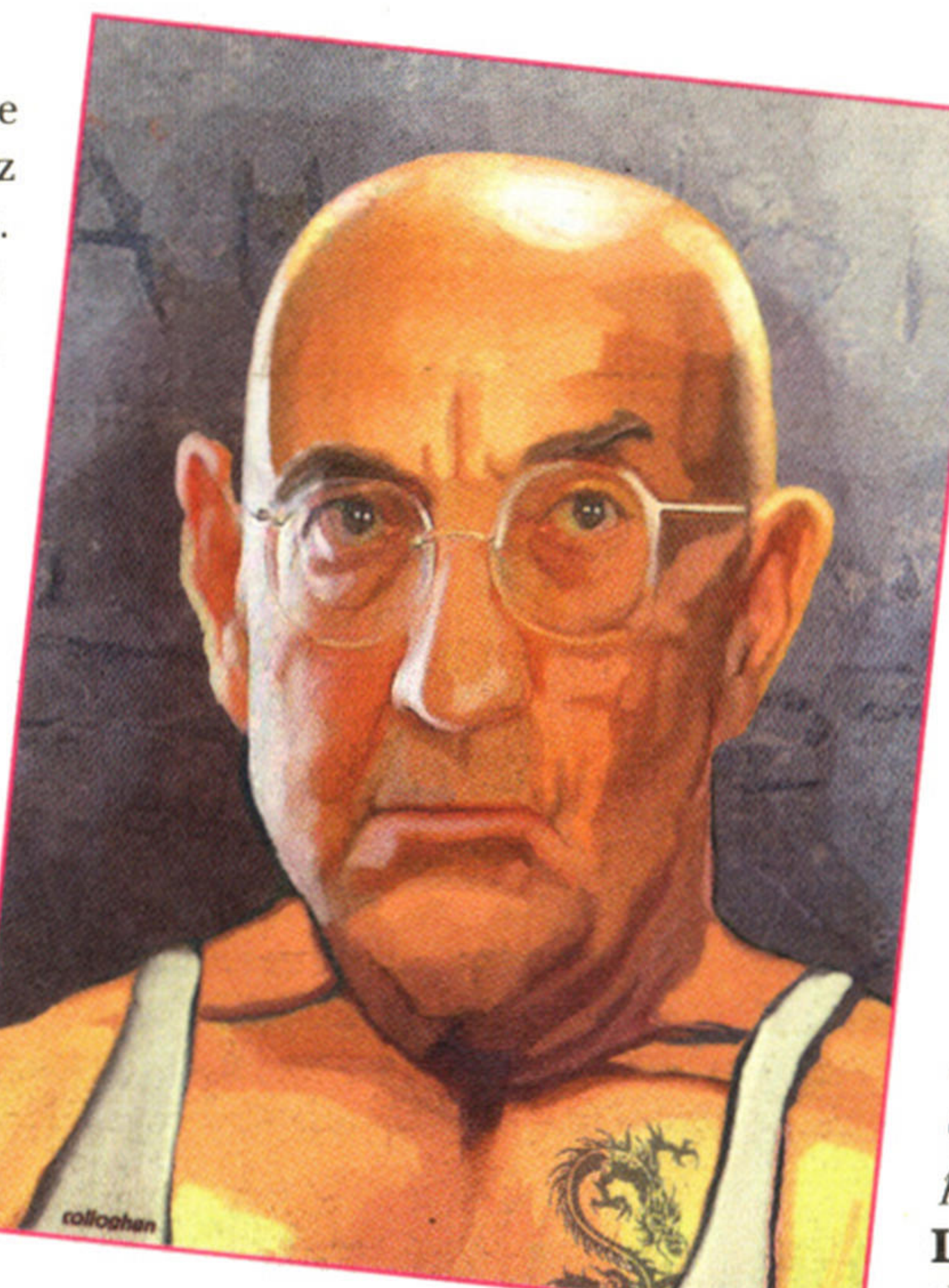
… car il a fleuri la tombe de Yasser Arafat. C'est ce que suggère le philosophe domestique de François Pinault, Bernard-Henri Lévy, dans *Le Point* (24.4.08) : *« Le problème, c'est cette gerbe pieusement déposée sur la tombe d'un Yasser Arafat dont il sait, comme tout le monde, l'obstacle qu'il fut à la paix.* […] *Ce n'est pas d'hier que date l'étrange dérive de celui* [Jimmy Carter] *qui fut, il y a trente ans, l'un des artisans de la paix avec l'Égypte et qui n'a cessé, depuis, de vilipender Israël, de comparer son système politique à celui de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.* […] *Est-ce la sénilité d'un politique qui a perdu le contact avec le réel ? »* Yasser Arafat a reçu le prix Nobel de la Paix en 1994 ; BHL a prononcé en 2003 l'hommage posthume du marchand d'armes Jean-Luc Lagardère.

LE PROCÈS de... Max Gallo

Gardes, faites entrer l'accusé !
[Max Gallo, en habit vert, entre. Il porte un crucifix.] Accusé, levez-vous. Vous étiez communiste : vous êtes devenu sarkozyste. Vous critiquiez l'impérialisme américain : vous soutenez la politique atlantiste de la France. Que s'est-il passé ?

L'accusé : Sarkozy l'a dit avant moi : j'ai changé.

Le président : En février 2001, le journaliste américain bushiste John Vinocur évoque à la radio la question de l'insécurité physique en France. Dans un torrent de mots sentant le whisky, il lâche : *« Ce qu'on ne dit pas en France, c'est que cette question de sécurité est intimement liée aux questions d'immigration et de RACE* [Il vocifère]. *Le débat est là. »* Chacun est atterré. Vous, Max Gallo, vous portez à son secours : *« Je regrette que John Vinocur ait dit cela pour une simple raison : c'est parce que je souhaitais le dire. Et donc je suis tout à fait d'accord avec lui car je suis scandalisé par le tabou qui recouvre l'expression "jeune de banlieue". Nous ne regardons pas les choses en face. Merci, John Vinocur, de nous le rappeler. »*



L'accusé : Et alors ? Il n'y avait rien de faux. Le marxisme ayant provoqué des milliards de morts, je ne crois plus aux explications sociales du Mal. Je traque donc la pensée unique de la gauche y compris lors des séances du dictionnaire.

Le procureur : Traque intermittente... Dans l'émission précitée, un intervenant estime qu'il y aura *« bientôt autant de policiers que de fonctionnaires de l'Éducation nationale »*. Or, en 2001, on comptait environ 100 000 policiers... et 1,5 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale !

L'accusé : La voilà, la preuve que nous sommes livrés tels des agneaux aux couteaux de ces « jeunes de banlieue » !

Le président : Vous préparez vos « débats » en lisant à l'antenne des fiches bâclées grâce à Google Actualités. Alors ça dérape. À propos du Pacs, vous lancez : *« On estime qu'il n'y aura que 1 000 Pacs par an. Je signale qu'il y a 10 000 délits par mois. »* Il y a eu 102 012 Pacs en 2007...

L'accusé [Se signe.] **:** *Vade retro Satanas !* L'immoralité est désormais plus répandue que le crime !

Le procureur : Ajoutons un Pacs en 2007 : celui qui unit Gallo et Sarkozy.

L'accusé : Ah non ! Nicolas et moi, c'est du solide.

Le président : Votre connaissance de l'histoire, elle, est fragile. Lors d'une émission de France Culture, Jean-Claude Casanova annonce que Roosevelt fut sénateur de New York. John Vinocur, encore lui, intervient : *« Il* (Roosevelt) *a fait d'énormes erreurs. Il n'a pas réagi à l'invasion de la Chine par le Japon. »* L'historien que vous prétendez être répond : *« Les deux portraits qui ont été faits correspondent à la réalité. »* Mais Roosevelt fut gouverneur de New York, jamais sénateur.

L'accusé : Je l'ai confondu avec Hillary Clinton.

Le président : Deuxième erreur : l'invasion de la Mandchourie par le Japon date de septembre 1931. Or Roosevelt a commencé à exercer ses fonctions de président... le 4 mars 1933.

Le procureur : Et l'accusé se flatte d'être un connaisseur de la Chine ! Le 15 avril 2001, toujours sur France Inculture, il se déchaîne contre Mao et sa vie *« de concupiscence, de viols, de débauche. Un prisonnier du* laogai*, l'équivalent du goulag, a eu le malheur de dire du mal de Mao. On le tue et on mange sa cervelle. Il y a un mystère d'autant plus fascinant qu'il renvoie au rôle de l'utopie. Nous recommençons peut-être à propos du sous-commandant Marcos »*.

Le président : Le 8 juin 2003, cherchant à *« mettre en perspective historique »* le mouvement de Mai 68, vous évoquez *« 30 millions de grévistes »*...

L'avocat : Soit, mais admettez aussi que dans son livre *Fier d'être français*, mon client a pourfendu *« ceux qui tiennent tribune dans les médias »*. C'est-à-dire le Parti de la presse et de l'argent (PPA)...

Le procureur : Bernard Pivot a invité l'accusé dix-neuf fois dans ses émissions, plus souvent encore que BHL ! Et notre historien sait renvoyer l'ascenseur aussi bien que le « philosophe ». Chaque dimanche, France Inculture l'invite à analyser l'actualité en brodant sur ses lectures du *Monde* ou du *Figaro*. Résultat : Gallo refile à *Libération* un article à la gloire de son hôte, Philippe Meyer, *« un homme libre, une intelligence brillante et sensible, un enchanteur... érudition, talent, originalité... un sociologue, un poète, un chanteur, un professeur, un écrivain, notre rêve perdu de la liberté... »*

Le président : L'accusé a « découvert » François Hollande, qui fut en 1983 son directeur de cabinet. Or les auteurs qu'il louange sont moins socialistes encore que Hollande : Marcel Gauchet, Pascal Perrineau, Jean-Claude Casanova, Nicolas Baverez, Jean Daniel, Jacques Marseille, Stéphane Courtois. Et, la même semaine, Finkielkraut (*« Ça, c'est vraiment un livre qu'il faut lire »*) et Sarkozy (*« Le texte de Sarkozy mérite vraiment d'être lu »*).

L'accusé : Pardi, ce discours c'est moi qui l'avais écrit, Guaino étant malade.

L'avocat : Mon client a servi longtemps de cible aux ganaches les plus gradées du PPA : BHL, Colombani, Plenel, Jof... [Il pouffe.] frin. [La salle se gondole de rire ; un bambin montre ses fesses à un greffier barbichu.]

Le procureur : Avoir pour adversaire une andou... [Il se reprend.] un personnage aussi imbé... [Il bafouille.] peu doué que Laurent Joffrin n'a pas dû constituer une épreuve redoutable.

L'avocat : Soit. Mais le 18 avril 1999, en pleine guerre du Kosovo, alors que le PPA exhibe ses dents (en or) – contre Régis Debray et les « anti-américains » –, mon client exécute Jacques Julliard dans une émission de radio mémorable. Car, quelques jours plus tôt, aiguillonné par Joffrin, alors directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* et propagandiste de l'Otan, Julliard avait commis un article fanatique en faveur de la guerre.

Le procureur : Ce même Julliard n'avait-il pas rédigé un peu plus tôt avec l'accusé – et avec Debray... – un texte titré « Républicains, n'ayons plus peur » qui réclamait la *« tolérance zéro face à la petite incivilité »* ?

L'avocat : Oubliez vos théories du complot ; laissez-vous aller à la mélancolie en écoutant comment mon client adoré, que vous osez juger aujourd'hui, se dressa contre Julliard : *« Si nous étions à la fin du* XIX[e] *siècle, ou au début de la III[e] République, j'aurais bien entendu envoyé depuis très longtemps mes témoins à Jacques Julliard. Son article vient après Bernard-Henri Lévy, après Pascal Bruckner, après Philippe Sollers. Suivant le cas, ceux qui appartiennent à ma petite sensibilité, nous avons été "moisis" avec Sollers, "rancis" avec Bruckner, et nous avons conclu, sous la plume de BHL, un "pacte secret", avec l'extrême droite. Nous avons là un procès d'inquisition... »*

Le président [L'interrompt.] : Comptez-vous nous relire l'intégralité du propos de Gallo ? [La salle : *« Laissez-le ! On adore : ça cogne. Au galop ! »*]

L'avocat : Cet instant constituant le cœur de ma plaidoirie, j'irai jusqu'au bout [Il reprend.] : *« Voilà des démocrates qui sont adossés à la plus grande communauté militaire du monde, les États-Unis ; à l'ensemble des puissances les plus riches du monde ; qui ont la totalité des médias avec eux. Et le petit germe moisi, ranci, ce pathétique village gaulois minuscule les empêche de dormir ! Le Sénat applaudit à tout rompre M. Jospin* [alors Premier ministre], *et vous nous accusez, nous, d'être avec la droite ! ? Mais enfin, Jacques Julliard, retombez sur terre ! Abandonnez vos fantasmes, regardez la réalité : la droite et la gauche en France mènent la guerre au Kosovo, sont d'accord sur la politique européenne, sont d'accord sur la politique internationale. Et puis, il y a dans un coin quelques petits Astérix qui ont la prétention de dire à haute voix, dans votre monde de tolérance soi-disant, ce qu'ils pensent, qui continueront à le dire, et que vous ne ferez pas taire. Ils préfèrent leur pathétique destin à être les valets d'armes ou les valets de plume de la plus grande coalition mondiale, qui écrase un peuple de 10 millions d'habitants. »* [La salle se lève et ovationne Gallo *circa* 1999. L'académicien papiste paraît embarrassé par le rappel des propos courageux qu'il tint jadis.]

Le président [Délibère avec lui-même.] : Avoir affronté le PPA une fois dans sa vie lave toutes les taches de sang intellectuelles qui ont suivi. L'accusé est acquitté.

[Le 13 janvier 2008, Max Gallo recommanda aux auditeurs de France Inculture la lecture du dernier livre... de Jacques Julliard. Informé avec retard de cette provocation, le procureur fit aussitôt appel du verdict.]

Prochain Plan B le 3 octobre